



Eckhard Fahlbusch

Homo progressivus – Une résistance acharnée

Ou : comment se libérer d'une part du système arbitraire
et de l'aberration politique qu'incarne Donald Trump et
d'autre part des autocrates et populistes de droite

Maison d'édition Eckhard Fahlbusch

**Un pamphlet
contre le président des États-Unis Donald Trump,
sa machine de pouvoir et sa politique
et contre les autocrates et populistes de droite
de ce monde**

Eckhard Fahlbusch

***Homo progressivus* – Une résistance acharnée**

Oder: / comment se libérer d'une part du système arbitraire et de l'aberration politique qu'incarne Donald Trump et d'autre part des autocrates et populistes de droite/

Maison d'édition Eckhard Fahlbusch

Mentions légales – Images de couverture : titoOnz (www.shutterstock.com), image
269301620 [https://www.shutterstock.com/de/image-photo/space-travel-very-high-
definition-picture-269301620](https://www.shutterstock.com/de/image-photo/space-travel-very-high-definition-picture-269301620) © 2017 Eckhard Fahlbusch,

Made in EU

Maison d'édition Eckhard Fahlbusch

Tel.: + 49 (0) 67 27 / 897 19 77

ISBN 978-3-96134-042-2

Abraham Lincoln disait :

« 'Tout a une fin'.

Comme cette phrase est loin d'être univoque !

*Elle nous ramène à la réalité à nos heures les plus glorieuses,
et nous reconforte face à la douleur et au chagrin.*

'Tout a une fin'. »

Table des matières

• Une élection perdue et une victoire volée	8
• Les artistes américains prennent position et sont sollicités	10
• Donald Trump – Le destructeur	14
• Stephen Bannon – l'éminence grise	15
• Donald Trump et son gouvernement des horreurs	16
• De retour à la case départ : un appel à la raison et l'intégrité !	20
• L'Amérique s'est-elle égarée au point de devoir être sauvée par un psychopathe ?	21
• Le duo de choc Trumpoutine : un climat de confiance	24
• Énergie nucléaire et gaz à effet de serre : la fin du monde est proche	25
• Donald Trump piétine la Constitution	26
• Quelqu'un a l'intention de construire un mur : l'effet boomerang	28
• Politique économique à la Trump : les entrepreneurs doivent-ils se laisser dicter leur conduite ou réagir ?	30
• Des guerres commerciales et économiques en vain	31
• L'avenir des États-Unis : scission et dettes	32
• Sur la bonne voie de la prochaine crise financière	33
• Donald Trump, modèle pour les populistes et les pachas	36
• Trump : la chance d'une Europe plus unie	40
• La liberté des médias et des valeurs essentielles – un modèle dépassé ?	43
• Plutôt une troupe de protection puissante que des solitaires destructeurs !	45
• L'hiver nucléaire à la porte	50
• Le spectre d'une troisième guerre mondiale	52
• La destitution comme seule échappatoire à Trump	55
Tribune de Christian Matz, membre du Comité de rédaction dirigeant du Allgemeinen Zeitung Mainz et du Wormser Zeitung	48
Tribune de Professeur Hans Küng, théologien, et critique de l'église ainsi que fondateur et le premier président du <i>Stiftung Weltethos</i>	57

Tribune de Udo van Kampen, correspondant ZDF de 1995 à 2015 Rapporté de New York et Bruxelles	59
Tribune de Dr. Heribert Prantl, membre du Comité de rédaction dirigeant le département de la politique intérieure au Süddeutschen Zeitung	61
Tribune de Andreas Petzold, Éditeur de <i>stern</i>	63
Tribune de Evelyn Seibert, journaliste et modératrice, ARD-Hauptstadtstudio à Berlin	66
Tribune de Friedhelm Hufen, Professeur à l'Université Gutenberg de Mayence et Jean-Philippe Derosier, Professeur de droit public à l'Université Lille	69
Tribune de Andreas Ross, au poste de rédacteur du <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> à Washington, D.C. sur le grill des événements	73
A propos de l'auteur	81
Œuvres du même auteur	82

Une élection perdue et une victoire volée

Hillary Diane Rodham déclarait le 31 Mai 1969 :

« Je me dois de réagir, comme le fait notre génération depuis déjà quelque temps. Nous ne détenons toujours pas de position de force. Mais nous avons le devoir de faire preuve d'un esprit critique et de nous engager dans un acte de protestation constructive. [...] Trop longtemps, nos dirigeants ont fait de la politique l'art du possible. Le défi, aujourd'hui, est de pratiquer la politique comme l'art de rendre possible ce qui semble impossible. »



Le discours que tenu Hillary Diane Rodham le 31 mai 1969 à la cérémonie de remise des diplômes de l'Université de Wellesley prônait l'intégrité, le respect et la confiance réciproque des citoyens. En 2016, Hillary Clinton fut confrontée à son plus grand défi politique. Mais pour remporter la victoire face à Donald Trump dans la course présidentielle américaine, encore aurait-elle dû opérer la **métamorphose que nous attendions tant dite de l'Homo sapiens**. Ce qu'elle portait en elle il y a 47 ans sur l'estrade de l'Université de Wellesley, cette envie de changer la société, d'améliorer les relations humaines et de contester les institutions, voilà ce qu'elle aurait dû incarner et véhiculer lors de sa campagne électorale. Mais ce n'est pas la seule raison de sa défaite. Son soutien du mouvement Anti-Establishment lui a également desservi. Afin de contrer l'Establishment à Washington, de nombreux électeurs ont voulu démontrer que les clés du pouvoir étaient détenues par le peuple, même s'il s'agissait de faire preuve d'une stupidité sans borne. Un facteur qui mena Trump vers la victoire. L'élection fut avant tout déterminée par le vote de citoyens frustrés dans des zones principalement rurales d'États en marge des côtes est et ouest, où prévalent racisme, propension à la violence et conservatisme, à l'image du nouveau président et de ses partisans.

Comment en est-on arrivé, à ce que Donald Trump soit élu 45e président des États-Unis ?

Voici en détail les causes exactes :

- les électeurs de Trump, qui ont occulté la vérité et se sont laissés bernés par des discours absurdes et des mensonges évidents d'un populiste des plus dangereux,
- les faiblesses et les erreurs d'Hillary Clinton, qui ont laissé dériver les électeurs vers la droite. En outre, il ne faut pas oublier la tendance générale : plus de voix contre Clinton que *pour* Trump,
- le système électoral américain, qui place le vote du collège électoral avant le vote des électeurs. Hillary Clinton remporta près de trois millions de voix de plus que son concurrent, mais perdit malgré tout. Ce même système électoral avait déjà hissé George W. Bush à la tête de la Maison-Blanche en 2002 face au démocrate Al Gore, qui avait remporté 500 000 voix de plus que le républicain,
- les cyberattaques et fausses informations par l'intermédiaire desquelles Donald Trump, sournois et assoiffé de pouvoir, réussit à manipuler dangereusement le peuple américain, et
- le soutien électoral de Vladimir Poutine en faveur de Donald Trump. Selon un rapport publié le 6 janvier 2017, les services secrets de la CIA et de la NSA ainsi que le FBI accusent le président russe Vladimir Poutine d'avoir cherché à influencer la campagne par des attaques informatiques afin de mener Trump vers la victoire. Cette scandaleuse allégation s'est consolidée lorsqu'ont été révélés des contacts initialement niés par Michael Flynn, conseiller à la sécurité ayant aujourd'hui démissionné et le ministre de la Justice Jeff Sessions avec Moscou, et ce avant les élections américaines. Jeff Session était alors militant électoral pour Trump.



Un jour seulement après sa prestation de serment, des millions de personnes dans le monde entier ont manifesté contre Donald Trump. À Washington uniquement, plus de 500 000 personnes sont descendues dans la rue ; un nombre plus important que le jour même de l'investiture. Les manifestations portaient entre autres sur la misogynie, la violence, le racisme, l'homophobie et l'intolérance religieuse.

Les artistes américains prennent position et sont sollicités

Robert Redford déclarait durant l'ère George W. Bush n'avoir jamais vécu de temps plus sombres. Mais la situation que nous vivons aujourd'hui s'est obscurcie davantage pour les États-Unis et pour le monde. Les artistes américains sont également plus sollicités que jamais pour défendre la démocratie fragilisée face à la machine de pouvoir qu'incarne Donald Trump.

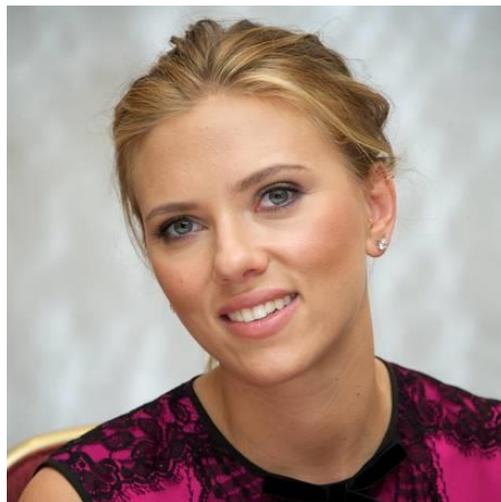


Voici quelques-uns des artistes américains qui ont pu contribuer à éclairer la société !

Mais pour réveiller la société américaine, en particulier les citoyens frustrés à l'intérieur des terres, ce sont davantage d'artistes qui doivent désormais s'engager ensemble. Maintenant que les élections sont terminées, tous les Américains ont aujourd'hui la possibilité d'étudier les raisons réelles de leur dissension.

Scarlett Johansson déclarait en mars 2017 :

« La majorité des Américains, moi la première, ne s'attendait pas à un tel résultat. Ce fut accablant. Mais nous devons désormais regarder vers l'avenir. Notre pays a déjà su relever des défis aux dimensions dramatiques. Certes, nous avons aujourd'hui un gouvernement qui a peu d'expérience en politique, mais il poussera peut-être les différents courants de notre société à se réunifier. Peut-être sommes-nous devenus trop complaisants. Peut-être est-ce notre chance de surmonter nos différences et de nous allier, que ce soit par frustration ou par peur. Peut-être cette élection aura un impact positif et encouragera notre nation à s'unir à nouveau. Je ne dis pas que ces quatre années vont être faciles. Nous allons devoir résister à de fortes tempêtes et traverser un rude hiver. Mais faisons preuve de discernement et saisissons cette opportunité pour marquer un tournant. Je suis d'avis que nous pouvons provoquer les plus grands changements au sein même de notre entourage. Et c'est pourquoi je peux très bien imaginer m'engager en politique. »



Bruce Springsteen déclarait avant l'élection :

« Donald Trump est un narcissique détestable et dangereux qui s'apprête à démolir l'ensemble du système démocratique. Il n'a pas conscience de ses actes, car il agit de manière complètement irréfléchie et ne dispose ni de décence, ni même de sens des responsabilités. Les mots qu'il a employés au cours de ces dernières semaines sont tout simplement une atteinte à la démocratie. Il laissera derrière lui le chaos le plus total. »

Barbra Streisand déclarait avant l'investiture :

« Ignorant, inconscient, indigne, irresponsable et insensible : voilà ce qu'est notre nouveau président. Je ne peux respecter un sexiste xénophobe et raciste qui nous menace tous par son comportement. Il est de notre droit et de notre devoir de défendre nos libertés et d'aider nos concitoyens. Nous sommes tous concernés. Écrivez à vos députés et sénateurs. Faites un don aux organisations qui se battent pour l'égalité des droits, les droits civiques, la liberté de la presse, la protection de l'environnement, la réglementation de la vente d'armes et la santé publique. Protestez. Exprimez-vous. Aidez votre prochain. »

Bruce Springsteen déclarait après l'investiture :

« Nos cœurs et nos pensées vont aux milliers d'hommes et de femmes qui sont descendues dans la rue pour protester contre la haine et la division et pour la tolérance, l'inclusion, les droits génésiques, les droits civils, la justice pour tous ainsi que pour la protection de l'environnement, la sécurité sociale et les droits des immigrants. Nous sommes à vos côtés. Nous sommes la nouvelle résistance américaine. »



Meryl Streep déclarait avant l'investiture :

« Cet instinct de vouloir humilier les autres... lorsqu'il est assouvi par une personne influente, déteint sur le quotidien de chacun d'entre nous et incite à se comporter de la même manière. L'irrespect invite à l'irrespect. La violence appelle à la violence. Lorsque des personnes influentes utilisent leur position pour tyranniser les autres, c'est une défaite qui nous concerne tous. Ce qui m'amène à la presse : nous avons besoin de la presse grand public pour remettre les puissants de ce monde à leur place ! C'est la raison même pour laquelle nos Pères fondateurs ont ancré la liberté de la presse dans notre Constitution. »

George Clooney déclarait avant l'investiture :

« Je n'ai pas voté pour lui, je ne le soutiens pas et je ne crois pas qu'il soit le bon choix. Il ne nous reste désormais plus qu'à espérer qu'il ne détruise pas tout. »

Meryl Streep déclarait après l'investiture :

« Si nous survivons à cette période d'incertitude, si l'instinct destructeur de Trump ne nous mène pas à un hiver nucléaire, nous lui devons alors beaucoup. Il nous a tous réveillés et démontré la réelle fragilité de nos libertés. »



Donald Trump – Le destructeur

Après le premier discours plus qu'inquiétant de Donald Trump en tant que président des États-Unis et ses premiers mois à la tête de la Maison-Blanche, il est à craindre que cet incontrôlable incompetent ne cesse de sévir. L'espoir de renverser le bureau politique s'est rapidement volatilisé. Et ses conseillers les plus proches sont avarés de réponse quant à l'étendue imprévisible de ses pouvoirs et leur propre manque de scrupules à semer la discorde ou perdent toute crédibilité par leur ignorance, leur incapacité et leur hypocrisie. L'idée d'une éventuelle opposition par certains membres du gouvernement face à l'irréalisme total de ce prétendu empereur est déjà étouffée dans l'œuf, car les ministres non conformistes seraient simplement remplacés. La séparation des pouvoirs et la liberté de la presse, des valeurs pourtant ancrées dans la Constitution, se trouvent déjà en ligne de mire de la Maison-Blanche, où le chaos domine.

Donald Trump se comporte tel un patriarche. Il dirige les États-Unis à l'image de sa propre entreprise, dans laquelle ses conseillers et hommes de main agissent à sa guise. La logique, la raison et le compromis sont des concepts qu'il lui semble étrangers. Cet homme, et la majorité des membres du gouvernement assermentés et confirmés mettent en danger de manière existentielle la nature même du parti républicain et de la démocratie aux États-Unis dans son ensemble. Ces conséquences désastreuses se sont encore intensifiées lorsque les députés républicains au sein du Congrès et du Sénat ont décidé majoritairement de passer un accord avec Trump lors de l'adoption des lois et des décrets.



Stephen Bannon, l'éminence grise

Les joueurs les plus effrénés et les tricheurs les plus rusés ont toujours un joker dans la poche et un as dans la manche. Stephen Bannon n'est cependant ni un as ni un joker, et semble plutôt être un psychopathe possédé, à l'image du rôle d'Heath Ledger au cinéma.



Malheureusement, Stephen Bannon n'est pas un personnage de bande dessinée issue d'un film Batman. Non, c'est un insurgé impitoyable et radical, qui tantôt agit dans l'ombre, tantôt distille publiquement son venin. Il se complaît dans ce rôle de « prince des ténèbres » que certains lui attribuent et qui expose au grand jour ses desseins sataniques.

Stephen Bannon affirme : *« Les ténèbres sont un très bon avantage lorsque l'opposition ne reconnaît pas qui nous sommes et ce que nous voulons accomplir. Voilà le véritable pouvoir. »* Et le président lui prête une oreille très attentive. *« Rien ne sera plus pareil aux États-Unis »,* ajoute Bannon. Il mène la guerre aux médias. Il s'attaque aux députés, sénateurs et juges qui n'obtempèrent pas à son froncement de sourcils. Trump et Bannon combattent main dans la main l'élite de Washington et proclament l'« Establishment » comme ennemi commun. *« Nous allons assécher le marais »,* déclare Donald Trump dans son discours inaugural.

Stephen Bannon est un droitier militant, un être subversif à l'esprit destructeur qui souhaite annihiler l'État et renverser l'Establishment politique. Qu'un président puisse faire d'un personnage aussi sinistre son chef en stratégie et lui offrir un siège permanent au sein du Conseil de sécurité national est alarmant et source de graves préoccupations. Après la démission du conseiller en sécurité Michael Flynn, Trump a retiré son chien de garde du Conseil de sécurité le 5 avril 2017. Bannon peut ainsi mieux ravager la politique intérieure américaine. Car l'homme qui murmure à l'oreille du président américain conserve tout de même ses fonctions de chef en stratégie.

Donald Trump et son gouvernement des horreurs

Voici à quoi ressemble le règlement de compte de Donald Trump avec l'Establishment politique. Le gouvernement se compose de milliardaires, d'anciens généraux, de climatosceptiques et d'homophobes dont l'expérience politique est insignifiante. Avec une telle distribution et les fantasmes de toute-puissance qui emplissent l'esprit de l'équipe Trump, personne ne pourra dire *que cela n'était pas prévisible !*

Rex Tillerson, ancien PDG d'Exxon Mobil, plus grand groupe énergétique au monde, est le nouveau secrétaire d'État. Il est personnellement en contact avec Vladimir Poutine.

Rick Perry, secrétaire à l'Énergie. L'ancien gouverneur du Texas soutient l'industrie pétrolière et considère le changement climatique comme une simple légende.

Scott Pruitt, ancien procureur général d'État de l'Oklahoma, est aujourd'hui administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA). Il promeut les énergies fossiles et doute de la responsabilité de l'être humain dans le changement climatique.

Ryan Zinke est secrétaire à l'intérieur et responsable des parcs nationaux. Il souhaite assouplir les exigences environnementales, autoriser un plus grand nombre de puits pétroliers et encourager l'extraction du charbon.

Jeff Sessions, procureur général, est contre le mariage pour tous, contre une loi sur l'avortement libérale et contre la zone de libre-échange. Concernant la politique migratoire, il est considéré comme radical au sein même du parti républicain.

James Mattis, secrétaire à la défense, s'oppose au compromis nucléaire avec l'Iran et servi durant la guerre d'Irak en tant que général. On lui attribue le surnom de « Mad Dog ».

Steven Mnuchin, secrétaire du Trésor, travailla 17 ans pour Goldman Sachs. Il critique les réglementations mises en place pour les banques après la crise financière.

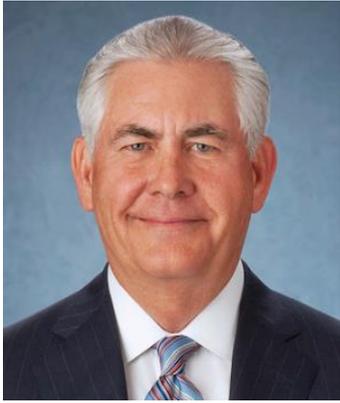
Wilbur Ross, secrétaire du Commerce, a investi sa fortune dans l'industrie du charbon et l'industrie pétrolière. Le milliardaire reprit des entreprises en faillite pour les revendre avec profit.

John Kelly, ancien général et nouveau secrétaire à la Sécurité intérieure, est souvent décrit comme un « faucon de la protection des frontières ». Il fut récemment chargé de la surveillance de Guantánamo.

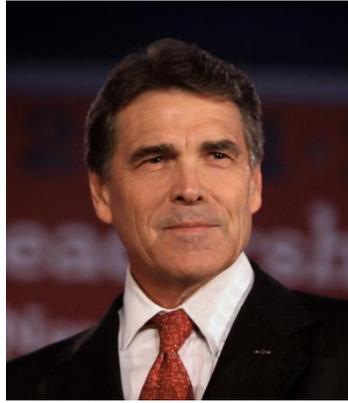
Tom Price, secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, s'oppose à l'Obamacare et l'avortement. L'adoption du mariage pour tous fut pour lui « une tragédie pour l'institution du mariage ».

Ben Carson, secrétaire au Logement et au Développement urbain, compare l'homosexualité à la maltraitance des enfants et considère les esclaves apportés aux États-Unis il y a plusieurs siècles comme des « immigrants ».

Mike Pompeo, le nouveau directeur de la CIA, s'oppose à la fermeture des prisons illégales de la CIA et se montre fortement favorable à l'expansion des pratiques de surveillance du gouvernement américain.



Secrétaire d'État - Rex Tillerson



Énergie - Rick Perry



Environnement - Scott Pruitt



Intérieur - Ryan Zinke



Justice - Jeff Sessions



Défense - James Mattis



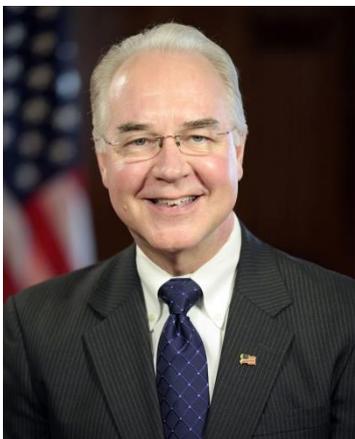
Trésor - Steven Mnuchin



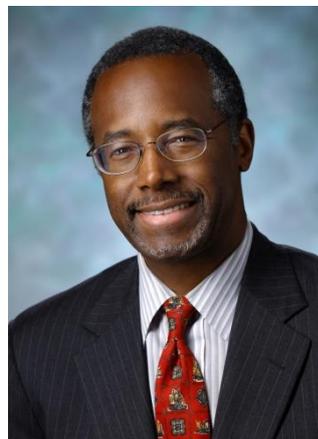
Commerce - Wilbur Ross



Sécurité intérieure - John Kelly



Santé - Tom Price



Logement et développement urbain - Ben Carson



CIA - Mike Pompeo

Bertolt Brecht écrit dans « L'Opéra de quat'sous »

*« Certains sont plongés dans l'obscurité,
d'autres sont baignés de lumière.
Se distinguent ceux dans la lumière,
S'effacent ceux dans l'obscurité. »*



La Maison-Blanche souhaite désormais garder secret son registre de visiteurs. Cela signifie que le public ne pourra plus être informé des activistes, lobbyistes et autres investisseurs politiques en communication directe avec le président ou ses collaborateurs. Les listes furent retirées en raison de « risques importants pour la sécurité nationale et de questions de vie privée des centaines de milliers de visiteurs annuels », citent le New York Times et d'autres médias le 15 avril 2017 le directeur de la communication de la Maison-Blanche, Mike Dubke.

C'est donc un nouvel essai de Donald Trump pour empêcher un examen plus approfondi de ses activités. La procédure s'intègre entre autres au refus persistant du président américain à publier ses dernières déclarations de revenus. Cette volonté de dissimulation marque une rupture nette avec les pratiques de son prédécesseur Barack Obama. Selon une directive du président, la listes des visiteurs ne sera accessible qu'au minimum cinq ans après la cessation de ses fonctions. Encore donc un ultime refus d'une politique transparente dans une société démocratique ouverte. Heureusement qu'un groupe d'organisations de défense des droits du citoyen poursuit déjà le nouveau gouvernement en justice pour la divulgation des listes.

Salil Shetty affirme :

« Le monde est devenu en 2016 plus sombre et plus incertain. L'élection de Donald Trump constitue sans doute le séisme politique le plus important. Trump a déjà promis durant sa campagne une politique allant à l'encontre du respect des droits de l'Homme. La campagne électorale empoisonnée de Trump n'est qu'un exemple d'une tendance mondiale vers une politique se reposant sur la colère et la division. L'attaque la plus vicieuse des droits de l'Homme repose sur le principe que ce ne sont pas les hommes et les femmes politiques qui sont responsables des problèmes sociaux, mais les « autres ». Avec une rhétorique haineuse, divisionniste et incitant à la violence, ces derniers servent les plus bas instincts de la nature humaine et posent les jalons de la discrimination et des crimes de haine. »



Le système Trump aux prétentions au pouvoir totalitaires, dans lequel les médias indomptables sont considérés comme des « traîtres » et des ennemis du peuple américain et dans lequel la loyauté inconditionnelle prévaut sur les compétences et la clairvoyance politique, nous fait peur. Mais certainement pas au point de fermer les yeux. Certes, les menaces que fait peser un tel système sont considérables. Mais pas suffisamment pour que nous abandonnions et que nous cessions de résister et d'assumer nos responsabilités.

De retour à la case départ : un appel à la raison et l'intégrité !

Nous méritons tous une seconde chance. Même Donald Trump ! Mais uniquement s'il est prêt à opérer un revirement. Il ne peut pas obtenir de seconde chance en prévision d'un éventuel changement. Il doit s'en montrer digne et mettre en place une nouvelle politique avec raison et intégrité. Il doit prouver pouvoir et vouloir assumer avec conviction la responsabilité envers l'ensemble des êtres humains sur Terre qu'il porte en tant que responsable du gouvernement le plus puissant au monde. S'il opérerait cette transition sous l'influence de conseillers et de collègues de parti avisés, il pourrait naître d'un forcené radical un dirigeant du monde souverain axé sur la recherche de solutions !



Le secrétaire d'État de Donald Trump semble avoir une longueur d'avance. Lors de sa visite en Italie au mois d'avril 2017 d'un monument commémoratif pour les crimes nazis, Rex Tillerson a déclaré : « *Nous avons de nouveau pour ambition de poursuivre en justice toute personne perpétrant des crimes contre des innocents* ». Pourvu que cela dure. Il faudrait désormais que Donald Trump lui emboîte le pas. Il semblerait que les forces de la géopolitique ont encore sur le fond une influence positive sur lui. La découverte de l'OTAN comme une alliance importante, l'évolution des relations avec la Russie et Vladimir Poutine, et une coopération plus rationnelle avec la Chine, également dans le domaine commercial, sont de bons augures.

Cependant, s'il ne revenait pas à la raison ou refusait d'admettre ses erreurs, il faudrait alors lui retirer les clés du pouvoir. **Dans les prochains scénarios, nous analysons ce qui s'est déjà passé, ce qui pourrait encore se produire, et ce qu'il faudrait faire pour l'éviter !**

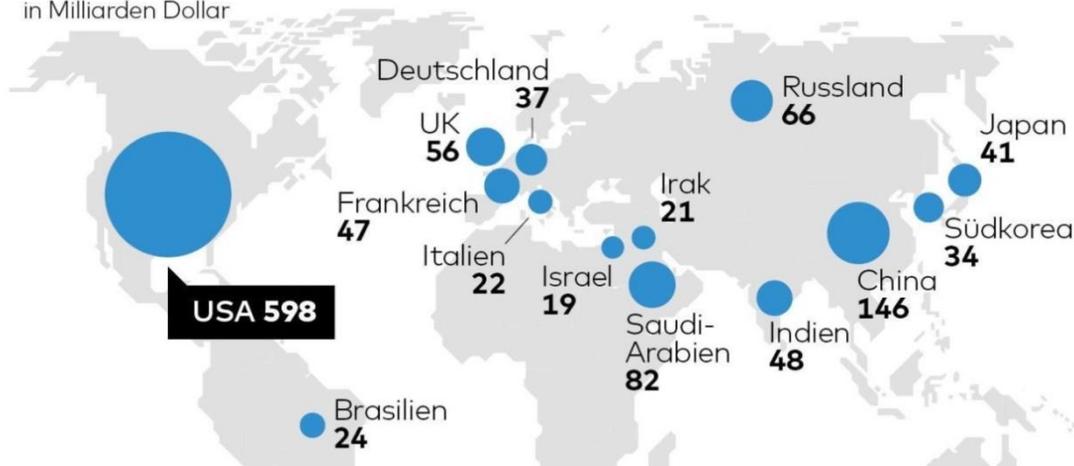
L'Amérique s'est-elle égarée au point de devoir être sauvée par un psychopathe ?

Voilà ce que fait miroiter le président Trump à ses compatriotes : la grande puissance des États-Unis s'est effondrée et ne pourra retrouver sa gloire d'antan et sa première place que sous son influence. Les faits toutefois vont dans un tout autre sens, tant d'un point de vue économique que militaire :

- Le produit intérieur brut (PIB) nominal des États-Unis s'élevait en 2015 à près de 18 billions de dollars américains, suivi par l'Union européenne avec plus de 17 billions. En Chine, le PIB la même année atteignait les 11 billions de dollars, la Russie quant à elle n'arrivait qu'à 1,3 billion. Le taux de chômage aux États-Unis diminua de moitié durant le mandat de Barack Obama de dix à cinq pour cent. Les États-Unis sont encore et toujours la plus grande économie au monde.
- Les entreprises cotées américaines détiennent, en 2017, selon la valeur mesurée de l'ensemble des entreprises au monde, une part supérieure à 50 %.
- Les dépenses militaires des États-Unis s'élevaient en 2015 à 598 milliards de dollars. Les pays membres de l'Union européenne suivaient avec un total de 280 milliards de dollars. Les dépenses militaires de la Chine la même année chiffrèrent à 146 milliards et celles de la Russie à 66 milliards.

Staatsausgaben für Waffen

in Milliarden Dollar



Le repli protectionniste auquel aspire Trump aura pour conséquence, s'il est réellement mis en œuvre, d'ébranler les fondements mêmes de l'économie américaine, mais pas uniquement ! C'est l'ensemble du système commercial mondial qui se retrouverait menacé, en particulier si d'autres pays s'isolent de la même manière et mettent en place des taxes bilatérales.



En outre, la menace du plus grand armement depuis la guerre froide plane sur l'ensemble de la planète. Et il devient de plus en plus difficile de discerner ses alliés de ses ennemis. Plutôt que d'injecter toujours plus d'argent dans l'équipement militaire et de se défier et se menacer réciproquement, il serait préférable de privilégier la prévention et la gestion des crises ainsi que l'aide au développement. Les ressources pour cela nécessaires devraient être augmentées en tant qu'investissements sécuritaires principaux et imputées au budget consacré à la défense. Plutôt que d'accroître encore les forces militaires de l'OTAN, Trump devrait davantage renforcer son engagement et le soutien financier de son pays auprès des Nations Unies, afin que l'organisation gagne en influence et en efficacité.

Mais Trump fait exactement le contraire : il remet en cause l'adhésion des États-Unis à l'ONU, déclare le 27 février 2017 devant l'assemblée des gouverneurs des 50 États lors d'une cérémonie officielle à la Maison-Blanche : « *Nous devons recommencer à gagner des guerres !* » et promet le plus grand armement militaire de l'histoire américaine. Le nouveau président des États-Unis souhaite en 2017 augmenter le budget militaire à 54 milliards de dollars américains. C'est 18 milliards de dollars supplémentaires par rapport au budget total de défense de l'Allemagne en 2016 et 12 milliards de dollars en moins que l'ensemble des dépenses militaires de la Russie en 2015. Il s'agit de l'accroissement budgétaire alloué à l'armée le plus important de l'histoire des États-Unis. Cette hausse colossale du budget militaire américain devrait être financée par des économies dans d'autres postes budgétaires : de l'aide au développement aux prestations sociales telles que les cartes de rationnement

pour les pauvres, en passant par la protection environnementale. Des coupes budgétaires des allocations chômage et des allocations logement pour les familles pauvres ainsi que l'abolition de l'assurance maladie « Obamacare » sont en cours de discussion. La stratégie de Trump se résume ainsi : « L'État doit davantage se serrer la ceinture. » Donald Trump souhaite nous plonger dans un monde où les forces individuelles de chacun prévalent sur la cohésion et la responsabilité sociales de l'État. Dans un monde où le renforcement militaire et l'expansion des forces armées l'emportent sur la mise en œuvre de mesures de protection de l'environnement et du climat. Voilà la vision que nous propose Donald Trump et que nous devons rejeter.



Cette politique doit s'attendre à une vive opposition !

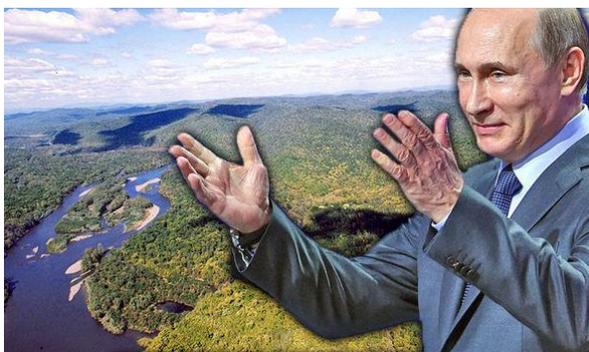
Ne nous laissons pas manipuler par l'attitude au paraître présidentiel que Donald Trump a su par moment adopter lors de son premier discours devant le Congrès des États-Unis le 28 février 2017. Il ne s'agit ni plus ni moins d'une allocution rédigée par un auteur fantôme, qui fut envoyée à la Maison-Blanche de manière adaptée à l'auditoire et lue sur un téléprompteur. Pour ne pas offenser le peuple américain et les membres du Congrès, Trump n'a eu d'autre choix ce soir-là que de laisser ses manœuvres d'intimidation et de diffamations habituelles au placard. Sur la forme, il est parvenu à préserver sa stature d'Homme d'État sans vociférer. Sur le fond, il resta impitoyable et ne laissa aucun doute planer quant à sa volonté d'exécuter son programme, quel qu'en soit le coût. Nancy Pelosi, chef de file des démocrates à la Chambre des représentants, décrit la prestation de Trump de la manière suivante : « *Le discours du président fut complètement détaché de la cruelle réalité de son comportement.* » Donald Trump et ses stratèges demeurent un véritable test de résistance pour le respect des accords internationaux et des traités de contrôle de l'armement, le système américain de l'équilibre des pouvoirs (« checks and balances ») et l'ADN démocratique, qui, espérons-le, est encore suffisamment ancré dans la société américaine.

Le duo de choc Trumpoutine : un climat de confiance

Trump souhaite annuler la ratification de l'Accord de Paris sur le climat par le gouvernement américain en 2016 afin de produire plus de charbon et viabiliser de nouveaux champs pétroliers. En outre, Donald Trump a annoncé son intention de subventionner et relancer la production de pétrole aux États-Unis par « fracturation hydraulique ».

Selon Trump, le changement climatique causé par l'Homme est une pure invention de la Chine. Son décret du 28 mars 2017 en dit long : Trump pratique une nouvelle fois une politique de faux-semblants et démontre, par son obsession des bassins houillers, qu'il reste profondément ancré dans le passé. Si les côtes américaines reconnaissent depuis déjà bien longtemps l'importance des énergies renouvelables, le centre semble quant à lui attaché à cette tradition qui torpille la protection de l'environnement. Il ne reste qu'à espérer que ce décret fera également l'objet d'un recours en justice et sera abrogé. Et que le président américain, fervent partisan des énergies fossiles, saura réunir plus efficacement et plus rapidement les acteurs pour la protection environnementale et ceux qui souhaitent le devenir pour faire face aux barons du charbon, du pétrole et du gaz.

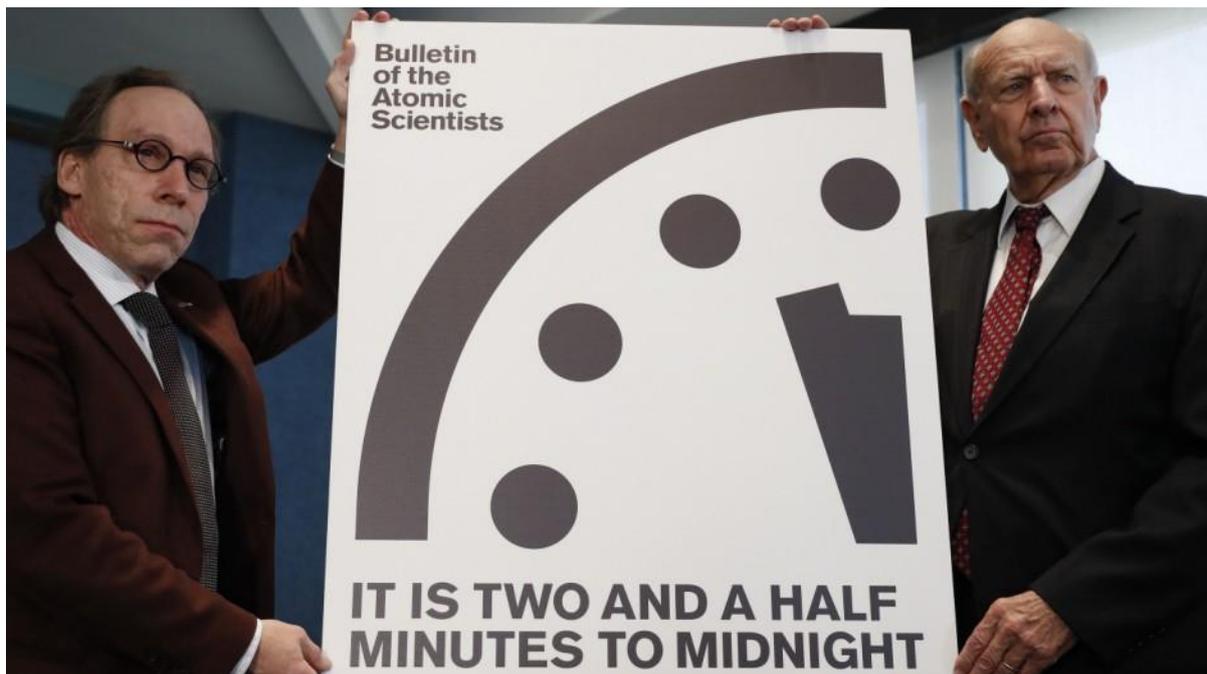
Le développement et déploiement des énergies renouvelables doit être accéléré dans le monde entier, avant que le pergélisol sibérien riche en matières premières ne fonde et que Vladimir Poutine nous nargue avec les richesses minières qui y gisent au-dessous. Car la remise en cause de l'avenir de l'Homo sapiens par la libération de milliards de mètres cubes de méthane est loin d'être sa première préoccupation. Pour Vladimir Poutine, il s'agit avant tout du Russe Poutine et comme il le déclare lui-même : « **Russia First** ».



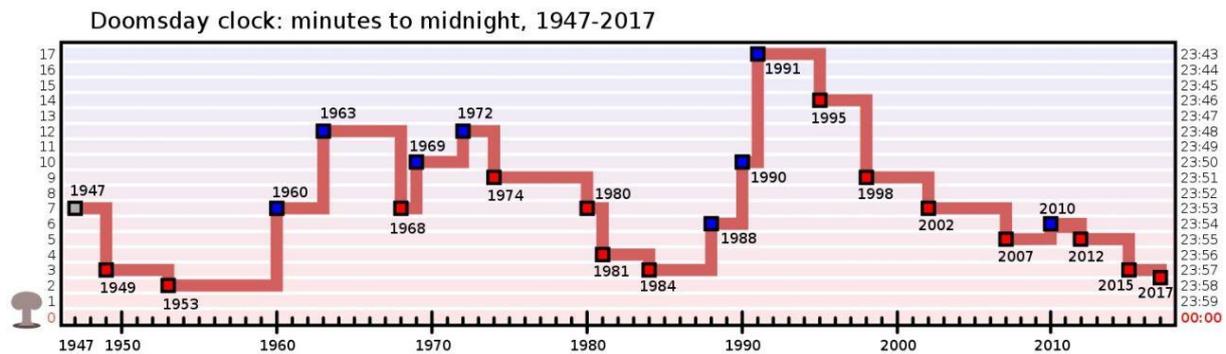
La Sibérie fond, le monde se noie !

Énergie nucléaire et gaz à effet de serre : la fin du monde est proche

Depuis 1947, les chercheurs présentent dans la revue Bulletin of The Atomic Scientists une « horloge de la fin du monde », Doomsday Clock en anglais. Les scientifiques de renommée mondiale qui avancent et reculent cette horloge voient aujourd'hui le monde plus proche du gouffre qu'il ne l'a été depuis des décennies. Depuis le 26 janvier 2017, l'horloge affiche minuit moins deux minutes et demie. Cette horloge illustre l'approche de l'humanité de la destruction de la Terre. La raison pour l'avancement de l'horloge entre autres réside dans « la montée d'un nationalisme retentissant dans le monde entier, une dégradation du paysage sécuritaire mondial et un mépris grandissant des connaissances scientifiques ». L'élection de Donald Trump comme président des États-Unis pèse également très fortement dans la balance. Durant sa campagne électorale et lors de son investiture, Trump a formulé des remarques préoccupantes quant au déploiement et au développement des armes nucléaires et remis en question les preuves scientifiques sur le changement climatique.



En soixante-dix ans d'histoire, l'aiguille de l'horloge ne s'est trouvée qu'une seule fois plus proche encore de l'abîme : en 1953. Elle indiquait alors minuit moins deux minutes. L'Union soviétique avait alors fait exploser la première bombe à hydrogène et déclenché la course à l'armement de la guerre froide.



Donald Trump a remporté les élections et pris le pouvoir le 20 janvier 2017 par des méthodes plus qu'immorales. Ce qu'il a entrepris depuis lors continue de nous préoccuper et nous glace d'effroi. Avec la recrudescence de l'énergie nucléaire et le bond en arrière d'un point de vue énergétique, Trump nous rapproche un peu plus chaque jour du bord du précipice. Où se situera l'aiguille, lorsque Trump mettra en œuvre ses projets atomiques et que les Russes et les Chinois lui emboîteront le pas ?

Donald Trump aggrave le changement climatique et accélère la course à l'armement nucléaire. Il traite les scientifiques avec la plus grande indifférence et passe outre leurs arguments. Il torpille la mise en œuvre et la ratification de l'accord mondial sur le climat de Paris sans aucune considération des pertes que cela pourrait engendrer et du danger que cela représente pour l'ensemble du globe terrestre. Trump déterre sa hache de guerre et menace ainsi l'avenir et la survie de l'humanité.

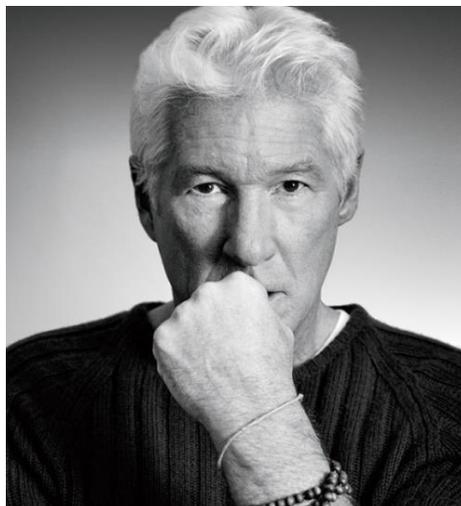
Donald Trump piétine la Constitution

Si l'ensemble de la justice américaine se conforme strictement à la Constitution, ce n'est pas le cas de Donald Trump. Une semaine seulement après son investiture officielle dans l'*Oval Office*, Trump fait déjà l'objet de polémiques par son édicton d'une interdiction d'entrée pour les citoyens de sept pays islamiques (Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen). Après que plusieurs juges fédéraux et qu'une cour d'appel déclarent inconstitutionnel et abrogent le décret

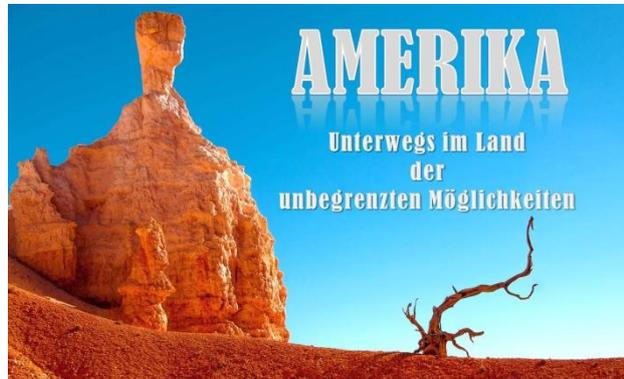
au début du mois de février 2017, Trump publie le 6 mars 2017 une nouvelle interdiction d'entrée « assouplie » qui exclut l'Irak et qui ne rentrera en vigueur que 10 jours plus tard (délai de mise en garde). Mais ce deuxième Essai se heurte quelques heures avant la date prévue de son entrée en vigueur le 16 mars 2017 au veto du juge fédéral américain Derrick Watson d'Hawaii. Le procès devrait désormais se dérouler devant la Cour suprême. Après que le Sénat américain ait validé le 7 avril 2017 la nomination par Trump du juge conservateur Neil Gorsuch à la Cour suprême, cette dernière compte désormais une majorité républicaine. Le 8 février 2017, le Sénat a validé la nomination de Jeff Sessions, très conservateur, partisan de la ligne dure et fervent opposant à l'immigration, en tant que procureur général. Et ce dernier se rallie plus que volontiers au péremptoire discriminatoire de son président : « Avec des réfugiés originaires des pays arabiques, le pays encoure le risque de laisser entrer sur son territoire des terroristes potentiels. »

Richard Gere déclare :

« La pire chose que Trump est faite fut de confondre les termes de réfugiés et terroristes. Ces deux termes sont désormais confondus par un grand nombre d'Américains. Les réfugiés bénéficiaient auparavant de l'aide de notre peuple. Aujourd'hui, nombreux sont les citoyens qui ont peur d'eux. C'est le plus grand crime de cet amalgame. Le nombre d'actes de violence au nom de la haine aux États-Unis a augmenté de manière spectaculaire. La haine engendre la peur. Et la peur nous pousse à des actes vraiment odieux. Il est grand temps de réaliser ce que Trump et son mouvement conservateur font de notre monde. »



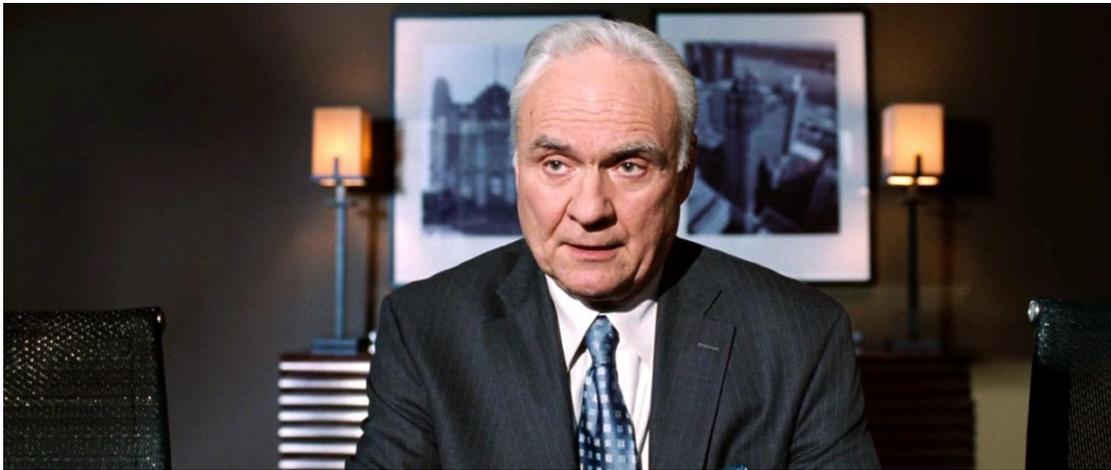
L'Amérique restreindra-t-elle ses possibilités par des tendances xénophobes, islamophobes, protectionnistes et antisociales, ou restera-t-elle le pays des possibilités illimitées ? La justice dispose à ce sujet d'une grande influence.



Quelqu'un a l'intention de construire un mur : l'effet boomerang

Donald Trump souhaite ériger un mur « impénétrable » de 3 144 km avec miradors et champs de capteurs le long de la frontière mexicaine. Et pour couronner le tout, les Mexicains devraient, comble de l'absurde, le financer. C'est comme si l'ex-R.D.A. avait facturé la République fédérale la construction du mur de Berlin en 1961. « Personne n'a l'intention de construire un mur », déclarait Walter Ulbricht, chef d'État de la R.D.A, en 1961. L'histoire se répète parfois. Espérons cette fois-ci que la situation soit renversée. Avant que ce négationniste autoritaire du changement climatique n'érige par sa seule volonté un mur infranchissable à la frontière mexicaine, nous lui recommandons fortement de regarder Le jour d'après. Ce film témoigne de la rapidité avec laquelle la fiction peut devenir réalité et de la cruauté de l'ironie du sort : souffrant des conséquences dramatiques du changement climatique, les citoyens américains traversent illégalement la frontière mexicaine avant que celle-ci ne soit rouverte par le gouvernement mexicain. L'Amérique latine, la terre promise ! On voit notamment dans le film l'inscription « Camp de réfugiés américains au Mexique » et l'acteur Kenneth Welsh, dans le rôle du président des États-Unis, tient son discours au sein de l'ambassade américaine au Mexique :

« Après les semaines qui viennent de s'écouler, nous ressentons tous un profond sentiment d'humilité devant la puissance destructrice de la nature. Pendant des années, nous avons pensé que nous pourrions sans vergogne continuer à exploiter notre planète et ses ressources naturelles sans en subir les conséquences. Nous avons tort. J'avais tort. Le fait que ma première allocution se fasse depuis un consulat sur un sol étranger témoigne d'une réalité qui est désormais toute autre. Les Américains, mais aussi de nombreux peuples, sont aujourd'hui les hôtes de ce qu'on appelait autrefois le « tiers-monde ». Nous étions dans le besoin, ils nous ont laissé entrer chez eux, ils nous ont accueillis. Je leur exprime toute ma gratitude pour leur hospitalité. »



Politique économique à la Trump : les entrepreneurs doivent-ils se laisser dicter leur conduite ou réagir ?

Donald Trump impose la marche à suivre, et l'économie américaine lui obéit au doigt et à l'œil : protectionnisme, expulsion, isolationnisme. De nombreux entrepreneurs s'inclinent et se laissent même rabaissés sur Twitter par les exécutants. Le chant des louanges quant à la globalisation s'est tu. Trump donne aux entreprises les directives : où acheter, où embaucher, où investir, où vendre. Sa politique économique s'oppose fermement au libre marché. Et les chefs d'entreprises se plient à cette nouvelle règle, tant que leurs affaires marchent et que leurs résultats trimestriels sont à la hauteur de leur attente. Les dirigeants d'entreprise visant une perspective économique à long terme ont presque disparu. C'est l'attitude opportuniste qui aujourd'hui domine : se confronter à Donald Trump signifie être envoyé sur le banc de la défaite, tant d'un point de vue économique que politique.

Trump, ordinaire et sans ambition intellectuelle, pour ne pas dire intellectuellement limité, n'a dans sa vie encore jamais mener d'entreprise dont l'orientation était mobile. Son unique activité était jusqu'ici l'immobilier. Tout son être respire l'immobilité, comme s'il était atteint d'un syndrome d'immobilisme. Voilà ce que devraient garder à l'esprit les entreprises et leurs dirigeants, en particulier dans l'industrie automobile.

Où sont les entrepreneurs socialement responsables et dont les objectifs sont ambitieux et à long terme ? Espérons pouvoir encore les trouver au cœur de la Silicon Valley, source de créativité, où de nombreuses idées sont développées et partent à la conquête du monde.



Des guerres commerciales et économiques en vain

Donald Trump souhaite non seulement tracer de nouvelles frontières, mais également dépasser les limites existantes. Il ne respectera pas non plus les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) si lui et ses instigateurs le jugent bon. Donald Trump, négociateur brutal, fait l'impasse sur deux aspects essentiels pour tous les acteurs en jeu : la fiabilité et la crédibilité. La sortie décidée par décret de l'Accord de libre-échange transpacifique en janvier 2017 en est un parfait exemple. Il faut s'attendre à que ce les onze pays restants du TTP, à savoir l'Australie, le Brunei, le Chili, le Japon, le Canada, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam, trouvent un remplacement adéquat pour les États-Unis. La Chine trépigne déjà d'impatience. Le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) prévu entre l'Union européenne et les États-Unis devrait également être enterré. À la place de ces traités, Trump souhaite instaurer des taxes pour l'importation aux États-Unis allant jusqu'à 35 %. En résumé, plutôt que d'accepter un libre-échange international équitable, il n'y aura en fin de compte que des perdants qui se feront la guerre sur le champ de bataille de l'économie mondiale et des marchés fermés. Si Trump agit comme il twitter, alors s'annonce devant nous une guerre économique et commerciale, qui peut rapidement s'étendre sur l'ensemble du globe. Remémorons-nous le temps des deux guerres mondiales. Dans les années 1920 et 1930, les guerres commerciales ont fait dégringoler l'économie mondiale. Rares sont ceux qui aujourd'hui en connaissent encore les conséquences. En désespoir de cause, les citoyens se sont à cette époque laissés séduire dans une mesure croissante par un démagogue nazi. Adolf Hitler et ses hommes de main ne s'écriaient pas « Germany First », mais « Sieg Heil » (salut à la victoire). Mégalomane, irréaliste, raciste et vengeur, ce caporal autrichien mena l'Allemagne et le monde entier vers une misère sans pareil.



L'avenir des États-Unis : scission et dettes

Les portes que Trump enfonce élargissent et approfondissent davantage les scissions et les fossés qui accablent déjà la société américaine. Un rapprochement entre les partisans aveuglés d'un côté et les adversaires en colère de l'autre côté semble une perspective bien lointaine. Et pour compléter le tableau, les accomplissements de Barack Obama sont discrédités et abrogés.

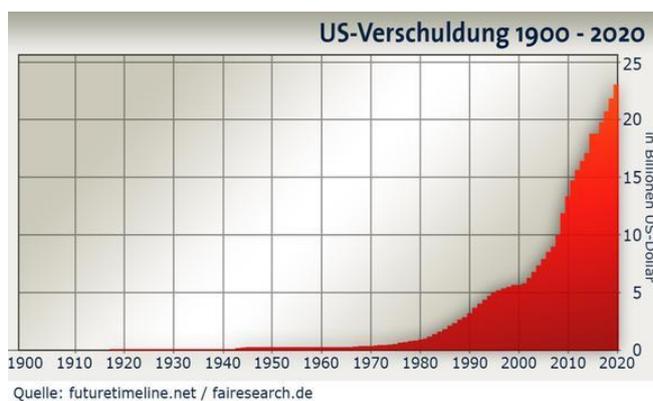


Avec ses messages « *America First* » et « *I will make America great again* », aux consonances mélodieuses pour un grand nombre d'Américains, Trump souhaite gagner les bonnes grâces de toutes les personnes qui se considèrent comme des perdants sociaux. Il promet tout à coup de : réduire les impôts, créer des emplois, stimuler l'économie et réduire la dette. Cet éclair de génie lui est-il venu durant la nuit, ou n'est-ce encore qu'un feu de paille stratégique ?

Les réductions d'impôts massives que Trump a annoncées pour l'économie et les contribuables privés ont fait grimper le baromètre boursier américain en février 2017 à de nouveaux records. Le « nationalisme économique de Trump » pourrait fonctionner à court terme. Le plan de relance prévu garantirait dans un premier temps croissance et emploi. Trump pourrait alors satisfaire un temps ses électeurs. Il souhaite reprendre en main la dette de l'État par une plus haute inflation. En effet, si le taux d'inflation aux États-Unis augmente alors que les taux d'intérêt restent au plus bas, cela pourrait aider le gouvernement américain à réduire sa dette. Mais la valeur de l'argent va considérablement baisser et les premiers perdants seront les citoyens, en particulier ceux dont les revenus sont les plus faibles. En résumé, le plan de Trump serait initialement avantageux, mais à long terme, il causerait plus de torts aux Américains, et en particulier à ceux qui ont voté pour lui.

En fin de compte, la politique d'expulsion et les taxes d'importation prévues renforceraient le dollar, en affaiblissant les exportations américaines, et les investisseurs déstabilisés par la politique Trump chercheraient refuge dans la monnaie de réserve qui reste aujourd'hui globale : le dollar américain.

La politique économique de Trump va accroître davantage la dette nationale, et ce avec de graves conséquences. Par le biais des réductions d'impôt, Trump fera grimper la dette au cours des dix prochaines années de 7,2 billions de dollars. À cela s'ajoute le départ à la retraite de la génération du baby-boom, ce qui grèvera lourdement les caisses sociales. Pour rappel, les États-Unis font déjà face à une montagne de dettes à hauteur de 20 billions de dollars et arrivent en tête de liste des pays les plus fortement endettés. La dette nationale se situait en 2016 à plus de 100 % du PIB.



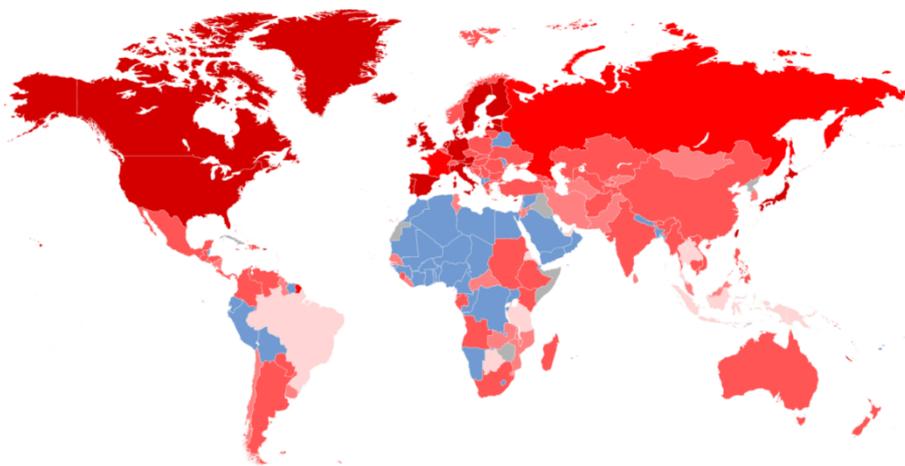
Sur la bonne voie de la prochaine crise financière

Les conséquences dramatiques de la dernière crise financière pour l'économie mondiale et le contribuable sont connues et encore aujourd'hui ressenties. Malgré tout, Trump souhaite introduire une déréglementation du secteur bancaire qui rouvrirait la voie aux spéculations et manipulations au-delà de l'économie réelle. La raison que nomme Trump, selon laquelle les entreprises n'obtiennent aucun crédit avec la réglementation actuelle, est seulement un prétexte pour libérer les banques de leurs entraves, pourtant mises en place à juste titre. L'ancien dirigeant de Goldman Sachs, Steven Mnuchin, et l'ancien banquier d'investissement de Wallstreet Wilbur Ross, secrétaire du Trésor et secrétaire du Commerce du gouvernement américain, saluent cette initiative. Lloyd Blankfein, président de la banque d'investissement Goldman Sachs, se montre quant à lui plus que satisfait. Il est donc à craindre qu'une vague de déréglementation aux États-Unis puisse rapidement s'étendre dans le reste du monde.

L'effondrement de Lehman Brothers aux États-Unis entraîna pour les marchés financiers mondiaux en 2008 une perte de 16 billions de dollars américains. Depuis lors, la crise financière a décuplé la dette mondiale de 200 billions à 300 billions de dollars. Cela signifie que : sans un contrôle strict du secteur financier, les frontières entre le monde réel et l'univers obscur et impénétrable où les requins financiers sans scrupules font leur odieux commerce sur la base de dérivés et de systèmes pyramidaux sans valeur disparaissent.

En février 2017, avant cette fameuse déréglementation, la « valeur » des contrats dérivés existants au sein des banques mondiales s'élevait à plus de 700 billions de dollars. Les banques américaines jonglent à elles seules avec 280 billions. À titre de comparaison, le PIB mondial s'élevait en 2016 à 74 billions de dollars au total. Les dérivés sont des « paris » dans le domaine de la finance et de la bourse. Il existe de nombreuses espèces et sous-espèces de dérivés qui permettent d'innombrables spéculations financières. Et ce sont d'avidés courtiers à la pelle qui œuvrent ici telles des sauterelles à ravager le marché. C'est une bombe à retardement.

Plutôt que d'investir dans des titres réels, l'argent est pompé sur des actions et des biens immobiliers et propulsé d'en bas vers le haut jusqu'aux plus fortunés. Les petits épargnants et leurs maigres taux d'intérêt se retrouvent le bec dans l'eau. Ceux qui ne possèdent aucun bien immobilier croulent sous le prix des loyers en hausse, voire hors de prix. Et lorsque les bulles éclatent, ce sont les moins coupables qui en subissent les conséquences. Il est à prévoir qu'une déréglementation conduira inexorablement vers une nouvelle crise financière mondiale, encore plus désastreuse que la crise en 2008.



Ampleur de la crise entre 2007 et 2008

- Plus le rouge est foncé, plus les conséquences de la crise furent désastreuses -

Au lieu d'une déréglementation du secteur bancaire, nous avons besoin d'instituts financiers suffisamment capitalisé et réglementé servant l'économie réelle et ralentissant l'activité spéculative des jongleurs financiers. Cela comprend :

- la hausse du ratio de fonds propres de 10 %, afin de renforcer la confiance des investisseurs en la viabilité des banques se trouvant en situation de crise,
- le respect de l'interdiction de négoce pour compte propre avec des règles prudentielles strictes convenues au niveau international pour protéger les épargnants et les contribuables des spéculations de joueurs,
- l'introduction d'une taxe sur les transactions financières afin de stabiliser les marchés et rendre la globalisation plus équitable,
- la mise en œuvre d'un registre de transparence global et uniforme, dans lequel les véritables propriétaires des sociétés fictives seraient listés dans le but d'enrayer la fraude fiscale,
- le déploiement dans le monde entier de ministères publics (comme le nouveau « procureur européen »), coordonnés avec efficacité et agissant par des mesures dissuasives contre la corruption, le blanchiment d'argent et la fraude, et
- l'abolition de la création de la monnaie scripturale dans les banques privées, dans lesquelles l'argent n'existe pas physiquement, mais uniquement électroniquement.

De nombreuses banques sont devenues de vrais casinos, où l'on joue et spéculé avec une énergie criminelle. Ce n'est pas étonnant qu'une grande partie de l'argent avec lequel les banques centrales inondent les marchés n'atteint jamais l'économie réelle. Il ne faut pas cependant perdre tout espoir. Les ondes de choc que déclenche Donald Trump avec sa politique peuvent également conduire à un nouveau système de valeurs si nous lui opposons ensemble une résistance. Sur le plan fiscal, nous avons plus que jamais besoin d'une création de valeur garantissant que l'argent soit utilisé pour le bien commun.



PROJEKT
BANK FÜR
GEMEINWOHL

Donald Trump, modèle pour les populistes et les pachas

Donald Trump, qui en qualité de président des États-Unis ne montre aucun respect de la séparation des pouvoirs ancrée dans la Constitution américaine, donne du grain à moudre aux gouvernements hongrois, polonais et turcs ainsi qu'aux partis populistes de droite français et allemands. Qui aurait parié ne serait-ce qu'un centime sur l'élection de Donald Trump comme président des États-Unis ? Qui aurait pu prévoir que les Britanniques voteraient en faveur du « Brexit » ? Rien ne semble impossible, comme le montrent les deux exemples suivants :

L'élection présidentielle débuta en France le 23 avril 2017. Et Marine Le Pen reste dans la course. Avec 21,3 %, elle se place en deuxième vainqueur du premier tour, battue seulement par Emmanuel Macron avec 24 % des voix. Le sort sera scellé à l'issue du second tour le 7 mai 2017. Mais la course semble déjà courue d'avance si l'on en croit les sondages qui donnaient après le premier tour 60 % des voix pour Macron, 40 % pour Le Pen. D'où pourraient bien venir les 10 % requis pour Le Pen, lorsque les perdants François Fillion et Benoît Hamon se sont clairement prononcés pour Macron le soir même du premier tour ? **La prudence est toutefois de mise comme nous le montrent les explications et les problématiques suivantes !** Comment voteront les anciens électeurs du camp conservateur qui ne souhaitent pas suivre le jeune vainqueur ? Comment réagiront les électeurs du camp socialiste, toujours en colère contre Macron pour être sorti du Parti socialiste et avoir créé son propre mouvement ? Le nationaliste de gauche Jean-Luc Mélenchon, qui avec 19,6 pour cent des voix compte parmi les vaincus, conseille à ses partisans de ne pas voter pour la populiste de droite Marine Le Pen. Il refuse toutefois de donner une consigne de vote pour Macron, car selon lui, Macron n'est pas de taille à diriger le pays. Il s'agit presque d'un appel à boycotter les élections. Que les Français qui ont déjà tranché en faveur de Macron restent à la maison ou choisissent de pique-niquer le 7 mai 2017 est également un risque à prendre en considération. Cela vaut tout particulièrement pour les jeunes Français. Rappelons-nous l'exemple du « Brexit » le 23 juin 2016. Ce dernier fut approuvé parce que les aînés ont, derrière le dos des plus jeunes générations, décidé de leur avenir. 73 % des 18-24 ans ont voté contre le « Brexit ». Dans la tranche d'âge de 25 à 34 ans, les partisans de l'Union européenne s'élevaient à une majorité de 62 %, les 35 à 44 ans en rassemblaient encore 52 %. Le rejet le plus total fut pour la tranche des plus de 65 ans qui vota à 60 % pour le « Brexit ». Ce n'est qu'après la victoire des partisans du « Brexit » que les jeunes Britanniques s'inquiétèrent de leur avenir : « Nous les jeunes devons désormais subir la décision de nos

ânés. » Mais ils ne peuvent que se blâmer eux-mêmes du résultat : en particulier les 18-24 ans, dont 64 % se sont abstenus de voter. Le taux de participation de plus de 65 % en comparaison était de 83 %. Cet exemple montre l'importance du vote des jeunes Français le 7 mai 2017 pour éviter que Marine Le Pen ne soit élue présidente de la France. Et cela pour des raisons impérieuses : Le Pen mise sur l'effet Trump. Son programme électoral ressemble à s'y méprendre à la politique de Donald Trump. Le Pen présente les choses ainsi : « Je n'ai pas choisi Trump comme modèle. Il met seulement en application ce que je propose depuis des années. » Si elle était élue présidente, Le Pen souhaite proposer un vote par référendum pour la sortie de la France de l'Union européenne, le « Frexit ». Elle se place ainsi en parfait accord avec Donald Trump, qui approuve le « Brexit » et encourage davantage de mesures en ce sens. Le sort de la démocratie française repose désormais entre les mains de ses citoyens lors du second tour le 7 mai 2017. L'amitié entre les deux ennemis héréditaires que sont la France et l'Allemagne est également en jeu. Cette amitié est le ciment de l'Union européenne et l'espoir d'un avenir commun de liberté et de paix. Dans le cas contraire, la France vivra des heures sombres et l'Union européenne déjà chancelante et son prix Nobel de la paix de 2012 menacent de plonger dans la tourmente d'une révolte d'extrême droite.



Dans une rubrique d'invité présentée à la fin de ce pamphlet se trouve une correspondance entre la journaliste et modératrice Evelyn Seibert et son amie Antoinette Marti en avril 2017. Antoinette Marti, ancienne professeur d'école primaire, profite aujourd'hui de sa retraite à Paris. D'une remarquable plume, les deux amies se sont exprimées sur l'amitié franco-allemande et sur la vie quotidienne sous l'égide de l'Union européenne. Nous espérons et souhaitons que cette possibilité soit maintenue à long terme après le 7 mai 2017 en France, en Allemagne et en Europe.

En Turquie fut votée le 16 avril 2017 une réforme constitutionnelle controversée pour l'introduction d'un système présidentiel. Le peuple turc a accepté le résultat électoral provisoire à 51,4 %. Si la décision est confirmée, Erdogan gagne un pouvoir illimité et peut réaliser son rêve d'un nouvel Empire ottoman. L'Empire ottoman jouissait avant le règne de Kemal Atatürk d'un territoire bien plus important et englobait durant son « âge d'or » les Balkans et une grande partie de l'Arabie. « Heim ins Reich » est-il le nouveau slogan du Bosphore ? Après l'échec du putsch militaire en 2016, Erdogan a lui-même réalisé un coup d'État contre la liberté de la presse, la constitution et la démocratie en Turquie. Et ceux qui s'opposent à Erdogan sont poursuivis comme terroristes. Les constantes comparaisons nazies que profère Erdogan contre les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Union européenne, ont abouti le 21 mars 2017 à une allégation absconse : « *Cette Europe est à l'image de celle de l'entre-deux-guerres : raciste, fasciste et cruelle.* » Le 2 avril 2017, Erdogan surenchérisait et qualifiait l'Europe d'« alliance croisée ». Les électeurs ont pourtant eu la possibilité de contrecarrer les plans de ce dictateur et de ses hommes de main et de ces prétentions au pouvoir totalitaires. Ce fut des élections en « état d'urgence ».



Deux chars lors du Carnaval de Mayence en février 2017

À côté de l'« incompetent » américain se trouve dans la vitrine le moissonneur Erdogan, qui du haut de sa tondeuse, fauche les droits de l'Homme, la démocratie et la liberté de la presse.

Et ce n'est pas tout ! Erdogan a déclaré immédiatement après l'annonce des résultats provisoires des élections que la peine de mort serait rapidement mise à l'ordre du jour ! La question sera traitée en priorité. Et il a ajouté : « *Si une loi m'est présentée, je suis prêt à la signer.* » L'agence de presse nationale Anadolu a publié que 63 % des votes validés en Allemagne étaient en faveur d'Erdogan. En Autriche, le camp Erdogan compte plus de 73 % de partisans. Durant la campagne électorale, les électeurs en Turquie comme à l'étranger se sont laissés manipulés par le feu propagandiste contant d'Erdogan qui couvrit et étouffa les arguments des partis d'opposition. Qu'ont donc fait les Turcs le jour de Pâques ? Ils ont élevé le soldat de rue Recep Tayyip Erdogan au rang de sultan. L'objectif de ce dernier est d'instrumentaliser toujours davantage l'islam dans son nouvel empire, jusqu'à ce que l'État et la religion forment une désastreuse unité. Nous ne souhaitons pas non plus imaginer à quoi ressemblera le système éducatif par exemple alors qu'il survit déjà à peine suite à l'opération d'épuration après l'échec du putsch militaire en 2017. Ses opposants auraient sûrement souhaité une autre issue de cette tentative. Ils vivent désormais dans la peur ou derrière des barreaux et tout espoir d'une adhésion à l'Union européenne s'est envolé. Le mot qui circulera bientôt dans ce contexte sera « Türxit ». Adieu l'Europe ! Voilà de quoi ravir Donald Trump : il se réjouit du « Brexit », se frotte les mains pour le « Türxit » et lorgne désormais la France pour un éventuel « Frexit ».



Après la suspension des négociations d'adhésion entre la Turquie et l'Union européenne, une nouvelle alliance russo-turque se prépare. Un partenariat qui renforcera davantage encore les intérêts militaires et les faiblesses économiques des deux pays. Les cartes vont être redistribuées dans le jeu global des puissances mondiales.

Mais si les électeurs en France le 7 mai et en Allemagne le 24 septembre 2017 font preuve de bon sens, cela pourrait tout remettre en cause...

Trump : la chance d'une Europe plus unie

Si l'on veut attribuer une note positive aux apparitions de Donald Trump bruyantes et qui suscitent la peur, alors admettre peut-être que le renforcement de l'Union européenne est absolument nécessaire et doit être imposé. Dans leur livre « Europa am Abgrund », Brendan Simms et Benjamin Zeeb écrivent que les unions réussies entre états ne sont pas nées de processus de convergence progressifs dans des conditions relativement favorables, mais plutôt de ruptures dans des temps de crises extrêmes ou d'un « gros choc » (voir message 2 de notre manuel *Homo progressivus – le soulèvement énergétique ou : Comment la planète Terre se libère d'un virus grave*). Le nouveau président des États-Unis pourrait mettre involontairement au monde des « États-Unis d'Europe », qui se défendent ensemble et avec une force unie. La capacité des états membres de l'UE à conclure des compromis raisonnables est déterminant. L'incapacité actuelle – pas seulement lors de la solution apportée à la crise des réfugiés qui a lamentablement échoué – a tout d'abord dynamisé les nombreux mouvements populistes de droite



Christian Ponceau a déclaré en tant que ministre français des Affaires étrangères à propos de la signature du Traité de Rome le 25 mars 1957 :

« Notre union et notre force vont insuffler le respect à ceux qui ont l'intention de détruire la paix. Notre désunion et nos faiblesses représenteraient toutefois une tentation plus que dangereuse. »



La Belgique, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas ont signé le 25 mars 1957 le Traité de Rome. Ce fut le jour de naissance de l'Union européenne. 60 années plus tard, l'UE fait face à des défis considérables. L'Europe ressent le vent contraire, qui est certainement utilisé pour un dépassement d'elle-même et des autres. Le « Brexit » rapproche, et Donald Trump agit comme un accélérateur. Dans la « Déclaration de Rome » que les chefs de gouvernements de 27 états membres de l'UE (dans le Royaume-Uni) ont remis lors de la cérémonie d'anniversaire le 25 mars 2017, il est écrit la règle de base suivante : *« Nous agissons ensemble, s'il faut à des rythmes et des intensités différents, tous en nous déplaçant dans la même direction, comme nous l'avons déjà fait dans le passé. »* Cette phrase qui vise un noyau européen fait référence. Car une Europe unie à des vitesses différentes est toujours mieux qu'une Union qui échoue, qui ne peut s'affirmer face aux joueurs de flûte inspirés par la mort et les intoxiqués de l'omnipotence de toute couleur.

Les « États-Unis d'Europe » ne doivent pas être composés des 28 états membres de l'UE. Il est bien plus important que les états qui possèdent des valeurs communes et mettent en œuvre des objectifs communs avancent – pour le bien de leurs citoyens et pour une union d'États en paix et durable.

Dans le cas contraire, un retour au nationalisme et à la petitesse nationale menace. Des solutions globales pour une économie mondiale durable, pour un contrôle démographique global et contre le changement climatique dont nous les hommes sommes responsables seraient mortes dans l'œuf, voire impossibles.

Nous vivons en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale de plus en plus dans des relations démocratiques qui enrichissent particulièrement les états membres de l'UE et leurs citoyens et qui les relie d'une manière amicale. Nous considérons ces succès aujourd'hui comme évidents. Mais nous devons nous souvenir que les pages de l'histoire de l'Europe ont été essentiellement sombres et que cette histoire a été déterminée par des conflits guerriers qui pour certains ont duré des décennies. Et si cela ne suffisait pas. De nombreuses guerres dans le monde se sont propagées depuis l'Europe, et de nombreux pays ont été colonisés et exploités avec brutalité. Il est maintenant temps de faire d'une vision de l'avenir une réalité : Les « États-Unis d'Europe » (USE) deviendront le moteur d'un espace de paix global tellement désiré.



La liberté des médias et des valeurs essentielles – un modèle dépassé ?

Donald Trump mise sur un contrôle total et l'allégeance. Il veut qu'on lui rende hommage et ne supporte aucune critique. Le 24 février 2017, Trump s'est à nouveau attaqué de front aux médias. Les médias, qui rendent compte avec critique sur lui et son appareil, continuent à propager à ses yeux de fausses informations et sont ce qu'on appelle chez nous une « presse mensongère » : Des diffuseurs de fausses nouvelles pour tromper le peuple et qui se dressent contre lui. Donald Trump a refusé le 26 février 2017 la participation au Presse-Dinner, participation obligatoire jusqu'à présent pour les présidents américains. Précédemment, des rapporteurs du New York Times, de CNN et de la BBC et d'autres médias critiques ont été exclus lors d'un briefing à la Maison-Blanche. En revanche, des reporters conservateurs ont été autorisés à participer. Parmi eux, il y avait le représentant d'extrême droite du portail Internet « Breitbart », qui est toujours dirigé dans les coulisses par Stephen Bannon.



Stephen Bannon et Kellyanne Conway – ceux avec des « faits alternatifs »

En regardant plus loin que le bout de notre nez, nous constatons que Donald Trump ne met pas seulement en danger la liberté des médias aux USA, mais également le système de valeurs du monde occidental. Mais ce danger ne vient pas que de lui. Xi Jinping dirige la Chine avec un pouvoir illimité et également égoïste selon le principe « China First ». Qui plus est : La Chine souhaite un nouvel ordre international dans lequel la Russie dirigée avec autorité par Vladimir Poutine est considérée uniquement comme un partenaire « junior ». La

preuve en est également la nouvelle route de la soie de la Chine « One Belt, One Road » qui transporte par train et bateau des produits de négoce. Jusqu'à présent, il s'agit d'une voie à sens unique. Aux USA, Trump est en train de construire le pays avec l'objectif de créer des structures étatiques autoritaires dirigées par son appareil de pouvoir et approuvées par le journalisme traditionnel. L'ordre fondamental libre et démocratique risque d'être démantelé. Si ces perspectives sombres deviennent réalité, les autocrates détermineront à l'avenir la vie des gens pas seulement en Chine et en Russie, mais également aux USA. Au final, on nous fera croire que les pays gérés d'une manière autocratique créent une meilleure cohésion de la société et ont plus de succès que l'ancien ordre libéral du monde occidental, tel qu'il est né après la Seconde Guerre mondiale. Le temps s'est refroidi – surtout à l'ouest.

Il est à craindre que l'unité de l'Europe déjà vacillante ne puisse pas résister à une telle forteresse totalitaire en provenance de la Chine, Russie et des USA et se brisera. Le rêve des « États-Unis d'Europe » explose, et l'alliance transatlantique de l'ouest appartiendra alors au passé. Et la liberté des hommes sombre dans les états divisés du monde avec des dispositifs de surveillance en réseau dans le monde entier, face auxquels le « Big Brother » de George Orwell n'était qu'un orphelin.

Comment la planète Terre se libère d'un virus grave, sont présentés les dix scénarios qui mettent sérieusement en question la pérennité de l'Homo sapiens. Dans l'avant-dernier scénario, il est mentionné : *« La numérisation c'est à la fois une bénédiction et une malédiction. Internet nous offre le savoir, la formation et une clarification politique. En même temps, des pieuvres avides de données torpillent notre sécurité sur le net. Un cauchemar en cas de perte de rapports démocratiques dans l'état de surveillance. »* À la fin des dix scénarios, il est indiqué : **Homme, réveille-toi, il n'est pas encore trop tard !**



Plutôt une troupe de protection puissante que des solitaires destructeurs !

Après six années de guerre qui ont fait plus de 400 000 victimes de guerre et plus de 12 millions de migrants, une chose est sûre : Sous le règne de terreur de l'ophtalmologiste Baschar al-Assad, le discernement a disparu en Syrie. Assad est devenu le boucher de son propre peuple. Le dictateur impitoyable accroché au pouvoir s'est transformé Pour le peuple syrien déjà opprimé par son père d'ancien porteur d'espoir en un criminel de guerre odieux. Pour ces actes, il doit être présenté devant la Cour internationale. Mais pour y parvenir, il doit d'abord être destitué.



Cela ne peut en être autrement : Il doit être expulsé du pouvoir – s'il le faut par la force. Au plus tard après les attaques vraisemblables aux gaz toxiques contre son propre peuple désarmé, le temps est venu. Que le président du pays le plus puissant économiquement et militairement sur Terre constitue le fer de lance, c'est acceptable. Si l'attaque américaine de missiles ordonnée en solitaire par un Trump irrationnel était justifiée, là les experts se disputent. L'OTAN et les ministres des Affaires étrangères des États du G7 ont apporté leur soutien, tandis que pour Vladimir Poutine, cela représentait une violation du droit international. À partir de maintenant, il s'agit de trouver des solutions sous les auspices des Nations Unies et de les mettre en œuvre sans véto.

La « politique à hue et à dia » de Trump montre à quel point il est impulsif dans ses décisions et ses actions, et doit cesser le plus rapidement possible. Que se passe-t-il maintenant ? Comment réagissent les pays qui dans la guerre de Syrie ces deux derniers mois ont accaparé la loi de l'action ? La Russie, l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie ont certainement été surpris par l'attaque américaine de missiles sur une base militaire syrienne dans la nuit du 7 avril 2017. Heureusement, les négociateurs diplomatiques disposent de temps pour trouver une solution humanitaire. Il est hors de question que les maîtres de la guerre prennent les choses en main par des réactions épidermiques et propulsent la guerre de Syrie à un niveau d'escalade supérieur avec des attaques et contre-attaques ciblées. Par de telles actions arbitraires, Trump allume la mèche de la poudrière du Moyen-Orient et met en même temps en mouvement sa puissance maritime en direction de la Corée du Nord. Nous sommes curieux de savoir quel comité d'accueil vont envoyer les Chinois qui croient posséder la souveraineté sur les eaux de cette région.



Et les Nations Unies qui manquent d'un réel pouvoir de décision pour intervenir en Syrie observent plus ou moins sans réagir. Le peuple syrien est abandonné. Nous prenons au mot le président russe, qui voulait déjà en septembre 2015 créer une large alliance, essentiellement pour lutter contre l'État Islamique de la milice terroriste (IS) en Syrie et en Irak. Cette alliance antiterrorisme devait, sur la proposition russe, être dotée d'un mandat octroyé par le Conseil de sécurité de l'ONU. Cette mission peut encore réussir si les cinq puissances de veto, les USA, la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne et la France agissent ensemble et tracent la voie à la création d'une troupe de protection puissante. Les Nations Unies ont été créées après la 2e Guerre mondiale, essentiellement pour empêcher d'autres

génocides. Il est temps qu'elles remplissent leur mission. Le sacrifice ou le sauvetage du peuple syrien dépend des Nations Unies et de leurs pouvoirs de décision.

Le Pape François a déclaré lors de son allocution le lundi de Pâques 2017 :

« (...) Le berger ressuscité se fait le compagnon de tous ceux qui sont forcés, par des conflits armés, des attaques terroristes, des régimes oppresseurs ou les famines à quitter leur patrie. Toujours et partout, il fait se rencontrer ces migrants contraints à l'errance avec des frères et sœurs pour partager le pain et l'espoir sur la route commune. Le Seigneur ressuscité guiderait les pas de ceux qui cherchent la justice et la paix en fonction des événements complexes et parfois dramatiques qui ont lieu dans les peuples ; il donnerait aux Nations le courage d'empêcher la propagation des conflits et de mettre fin au commerce des armes. Dans ces périodes, il soutiendrait particulièrement les efforts de tous ceux qui s'engagent activement pour soulager et encourager la population civile en Syrie, victime d'une guerre qui ne s'arrête pas, et qui propage la peur et la mort. (...) »



Comme nous aimerions que Dieu ait encore une sœur qui nous serait envoyée pour soutenir Jésus et Mahomet et les nombreux autres prophètes et qui serait porteuse d'un message que nous comprendrions et avec lequel nous réussirions par nous-mêmes à vivre ensemble en paix et en liberté.

Christian Matz a déclaré le 11 avril 2017 :

« Il y a quelques jours encore, Donald Trump était encore un président américain très affaibli, qui traduisait des annonces braillardes en énormes échecs. Avec l'attaque en Syrie et l'expédition de navires de guerre près de la côte coréenne, Trump fait preuve d'énergie et, ce qui est à prévoir avec lui, également avec un changement de cap complet. Il fait preuve de détermination dans deux régions en crise contraire à ses paroles isolationnistes « America first ». D'un point de vue de la politique intérieure, il s'est ainsi pour le moment libéré avec habileté de la défensive. Où mène cette détermination en matière de politique extérieure et si elle repose même sur une stratégie est complètement incertain. En ce qui concerne l'Asie orientale, une épreuve de force entre Trump et le dirigeant de la Corée du Nord, Kim Jong-un est, dans tous les cas, la dernière chose dont le monde a besoin. Il est peu probable que le Nord-coréen se laisse impressionner par quelques navires de guerre américains ; au contraire, il va en profiter, comme de l'attaque en Syrie considérée comme un avertissement, pour accélérer le programme atomique. Et ensuite ? Trump veut-il réellement oser une attaque préventive et risquer une confrontation nucléaire ? La seule solution, comme en Syrie, se trouve à la table des négociations, même si cela est dans les deux cas difficilement imaginable. Et le seul espoir, également ce parallèle à la Syrie, est que l'autre grande puissance en jeu – ici la Chine, là-bas la Russie – utilise son influence sur le dictateur pour inciter à la modération. Des actions solitaires non concertées avec Pékin et Moscou peuvent être considérées comme une provocation et le fait que Trump, en raison de son côté imprévisible y soit enclin, est dangereux. »



Les deux foyers de crise, la Syrie et Corée du Nord, sont tellement risqués qu'une coopération surtout entre les USA, la Chine et la Russie est absolument nécessaire. La Russie protège

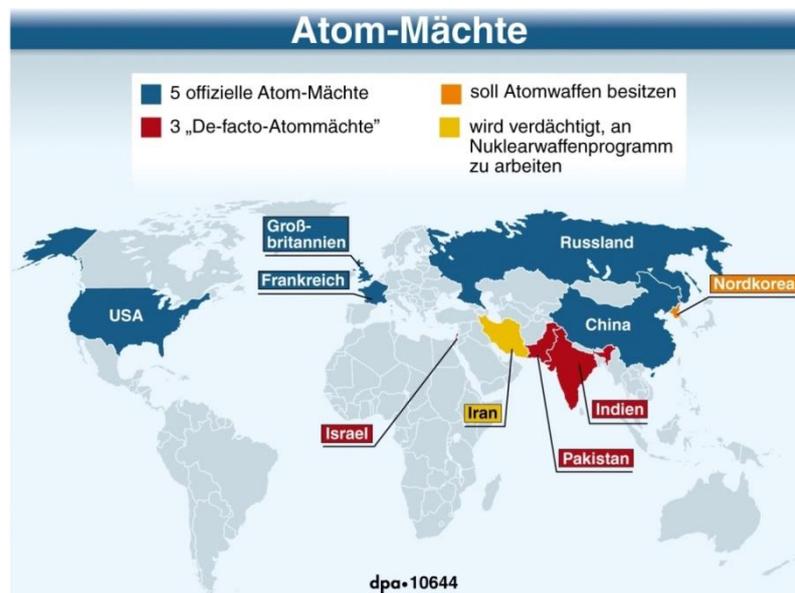
toujours le criminel de guerre Assad, et la Chine protège le dirigeant sans scrupule de la Corée du Nord, Kim Jong-un. Et Donald Trump réfléchit comment il peut, après l'action en solitaire en Syrie, libérer la Corée du Nord d'un tyran. Le 12 avril 2017, le président chinois Xi Jinping a incité par téléphone son collègue américain à trouver une solution pacifique. Trump avait fait annoncer sur Twitter qu'il résoudreait le problème de la Corée du Nord avec ou sans la Chine. Après le lancement raté d'une fusée le 16 avril 2017, « toutes les options sont sur la table, également une option militaire », déclarait-on dans l'état-major de Trump. Pour Kim Jong-un, son arme atomique est une assurance-vie. Après une attaque américaine sur la Corée du Nord, il n'est pas à exclure que, dos au mur, il contre-attaque par une attaque nucléaire, pour également ne pas perdre la face et son pouvoir en Corée du Nord. Avec ses lanceurs, il peut atteindre des objectifs en Chine, au Japon et peut-être bientôt aux États-Unis. Si après un premier affrontement, Pjöngjang entreprend une contre-attaque, alors Washington et le monde entier sont extrêmement menacés. Même l'utilisation de « bombes sales » qui conduirait à des contaminations nucléaires d'une ampleur imprévisible n'est pas à exclure. Le Premier ministre japonais Shinzo Abe met en garde contre le sarin, poison mortel, qui peut atteindre différents objectifs avec les fusées à longue portée nord-coréennes, par ex. des camps de base américains au Japon. Le gouvernement japonais pense à une modification de la constitution afin de pouvoir, en cas de problème grave, lancer une attaque préventive contre l'arsenal nucléaire de la Corée du Nord. Le Japon se voit comme un membre de l'alliance des USA en cas de guerre éventuelle contre la Corée du Nord. Dans les mers de la Chine du Sud, le Japon veut imposer ses intérêts territoriaux face à la Chine aux côtés des USA. Cette situation menaçante pourrait abroger « l'équilibre de la peur ». Les représentants de l'espèce *Homo progressivus* devraient l'empêcher.



L'hiver nucléaire à la porte

Donald Trump déclarait le 23 février 2017: « *Tant que des États disposeront d'armes atomiques, nous serons tout en haut de la meute. Les USA ont régressé dans ce domaine. « New Start » a été une autre mauvaise transaction pour les USA. Dans la nouvelle course à l'armement, l'Amérique vaincra avec de bons « accords ».*

Le traité « New Start » conclu en 2011 entre les USA et la Russie prévoit de réduire jusqu'en 2020 le nombre d'armes nucléaires stratégiques à 1 550 ogives. Le nombre de systèmes porteurs doit être divisé par deux, pour atteindre au maximum de 800. En février 2017, la Russie possède 7 000 et les USA 6 800 ogives nucléaires. Donald Trump ne veut pas seulement forcer la « modernisation » des armes nucléaires déjà lancée au temps de Barack Obama, mais également continuer à développer les capacités nucléaires. Le rêve de Barack Obama et de tant de personnes d'un « monde sans armes nucléaires » a déjà été avant passé par-dessus bord.



Donald Trump et son administration agressive veulent apparemment davantage faire obstacle à la Chine émergente. La Russie semble avoir servi d'ennemie suprême et n'est de toute façon pas prise au sérieux comme concurrent économique, avec un PIB de seulement 1,3 milliard de dollars. Par rapport à certains états, les Chinois sont numériquement sur les talons des Américains que ce soit économiquement et militairement. La Chine avec son immense force économique, la croissance économique constante et le grand appétit en

richesses de 1,3 milliard de personnes est déjà passée sur la voie de dépassement et vise la pole position. Donald Trump veut l'éviter par tous les moyens. En raison de l'armement nucléaire croissant aux USA, la Chine en particulier se sent obligée (avec seulement 260 ogives en 2016) à investir massivement dans les armes nucléaires avec pour objectif d'être sur le même pied d'égalité avec les USA et la Russie. Notre existence est de plus en plus mise en jeu avec cette course perfide à l'armement nucléaire. Il n'a encore jamais existé dans l'histoire des USA un tel président avide de pouvoir avec un appareil de pouvoir à ce point prêt à la violence. Au vu de ce scénario cauchemardesque et de l'hiver nucléaire qui se dessine, même certains sénateurs républicains considèrent déjà Donald Trump comme un risque politique acceptable pour la sécurité.

Nous espérons que Trump soit retrouve la raison ou qu'il reste un géant du bâtiment brillard, qui entrera rapidement dans l'histoire en tant que tigre édenté. Les défaites déjà subies jusqu'à présent dans l'abrogation de « l'Obamacare » et sur les interdictions de voyager pour les musulmans montrent comment un magnat de l'immobilier peut être réduit à l'idiot de la Maison-Blanche, qui ose beaucoup et impose peu. Ou est-il déjà un canard boiteux, car les républicains n'arrivent même pas à lui donner les majorités nécessaires ? Le programme politique de Trump semble s'écrouler comme un château de cartes. Jamais encore un président américain n'a été si tôt et si clairement mis de côté. L'évaluation de l'être le plus puissant du monde se révèle catastrophique, bien avant que ces premiers 100 jours ne soient passés. La colère qui s'accumule à ce sujet pourrait rendre Donald Trump et son stratège en chef Stephen Bannon encore plus dangereux. Les droits du pouvoir octroyés par la fonction sont énormes. Plus les scrupules sont faibles, plus grandes sont les tentations d'abuser de ce pouvoir.



Le spectre d'une troisième guerre mondiale

La société démocratique aux USA va-t-elle résister au président Donald Trump avec ses objectifs populistes, totalitaires et protectionnistes ? Ou la société doit-elle se rebeller pour sauver la démocratie en fonctionnement la plus ancienne et ainsi éviter aussi les conséquences désastreuses pour le monde entier ?

Le brouillard de l'horreur s'est posé à Washington au-dessus de la Maison-Blanche, et le monde menace de partir en flammes, les USA aussi.



Le despote imprévisible ainsi que ses instigateurs dangereux et ses partisans marchant en rangs serrés représentent le plus grand danger pour la démocratie et la paix dans le monde depuis la Deuxième Guerre mondiale. Nous ferions mieux de ne pas imaginer qu'une troisième Guerre mondiale ait lieu avec l'utilisation des armes de destruction massives disponibles de tous les côtés.

Les faits et potentiels de menace décrits ici suffisent déjà pour lancer une procédure de destitution le plus rapidement possible contre le président américain jusqu'à présent intolérable. De savoir que cet homme ancré dans sa nature a, en vertu de sa fonction, le doigt sur le bouton de la bombe atomique contraint presque une telle étape. Cela ne dépend pas ici seulement des organes constitutionnels, mais également d'une majorité abasourdie de la société américaine qui est soutenue par des mouvements démocratiques dans le monde entier. Nous en sommes convaincus : La grande majorité des Américains et des gens dans le monde se lèvent pour la liberté, la justice et la démocratie et pas en faveur du nationalisme, d'une direction autoritaire et de la cruauté envers les minorités.

On doit arriver à réveiller aussi les électeurs de Trump loin des côtes. On doit réussir à mettre fin au jeu totalitaire avec le feu et éteindre les feux qui flambent déjà. Également en Turquie, Hongrie, Pologne, France et en Allemagne. On doit parvenir à exterminer de notre planète le fantôme nationaliste d'extrême droite.

Nous devons maintenant comprendre que tout peut arriver, que tout est possible, et qu'il est de notre responsabilité que cela se termine bien ou mal !

Dans notre manuel, Dustin Hoffman déclare en mémoire à la guerre du Vietnam et en faisant référence à la guerre contre l'Irak en 2003 que l'histoire parfois se répète. La justification des deux guerres était basée sur des manipulations et des mensonges.

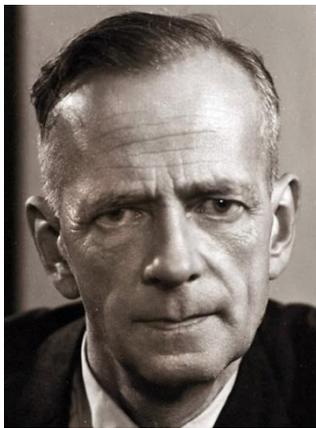
La cohésion, des relations respectueuses, de regarder plus loin que notre nez et bien sûr l'estime d'une démocratie forte. Si les populistes nationalistes de droite prennent le pouvoir dans le monde et régissent avec des instruments totalitaires, la démocratie restera en fin de compte sur le carreau. Les organes constitutionnels qui se contrôlent mutuellement perdent leur signification, les médias seront remis sur les rails ou muselés, et la justice sera mise au pas. Et au final, les cyberattaques, les « faits alternatifs » et les *fake news* déclencheront la troisième guerre mondiale.



Hitler avait ses objectifs diaboliques concrètement devant les yeux et les a mis en œuvre d'une manière barbare. Au début, les futurs vainqueurs sur l'Allemagne nazie n'avaient pas détecté le feu de l'enfer qui se profilait ou ne prenaient pas vraiment au sérieux l'empire nazi. L'avertissement ci-après n'a pas été non plus entendu, compris ou simplement ignoré en France, en Angleterre et aux USA.

Le député SPD au Parlement allemand Kurt Schumacher déclarait le 23 février 1932 devant le Parlement allemand dans un discours courageux :

*« Toute l'agitation nationale-socialiste est un appel perpétuel
au démon intérieur dans l'être humain. »*



L'avertissement est resté sans effet, le « Reich millénaire » du grand n'importe quoi a duré douze ans, a déchiré le monde dans des souffrances indicibles et est tombé en ruine en 1945 !

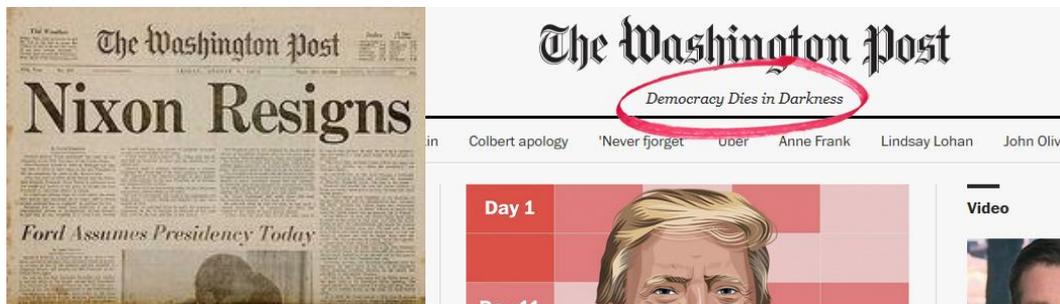
Nous sommes du même avis que Bruce Springsteen. Donald Trump, contrairement à Hitler, agit d'une manière complètement irréfléchie et ne prévoit pas les conséquences. Mais indépendamment du fait qu'il sache ou pas ce que sa politique menace de provoquer aux USA et dans le monde : **S'il continue comme ça**, il doit être le plus rapidement possible neutralisé.

L'écrivain Louis Begley déclarait le 5 février 2017 : *« Nous avons honte de Donald J. Trump, car dans la longue histoire de la République nous n'avons jamais eu un président à l'esprit et à la personnalité à ce point limités, qui ne comprend rien à la philosophie, l'art et la science et qui ne veut rien comprendre, et qui manque tellement d'amabilité et d'empathie. Et nous l'avons maintenant sur les bras ! »* **Espérons pas trop longtemps !**

La destitution comme seule échappatoire à Trump

Richard M. Nixon, 37e Président des États-Unis démissionnait le 9 août 1974. Il fut le seul Président, dans l'histoire américaine, forcé de quitter la Maison Blanche avant la fin de son mandat. Nixon devançait sa destitution en démissionnant.

Richard Nixon tomba sous le coup du scandale du Watergate que les reporters du Washington Post, Bob Woodward et Carl Bernstein mirent en lumière aux yeux du public. Le sous-titre du quotidien mondialement connu révélait le 22 février 2017 : *Democracy Dies in Darkness* –La démocratie meurt dans l'obscurité.



En comparaison de l'affaire du « Watergate », ce que foment Trump est une raison bien plus importante pour sa destitution.

Il semble déjà avoir le sentiment de se trouver le dos au mur. Les attaques Twitter contenant plusieurs tweets contre Barack Obama du 4 mars 2017 ne peuvent pas s'expliquer autrement. Trump affirme avoir été mis sur écoute avant l'élection d'Obama. Il ne livre aucune preuve en ce sens. L'attaque Twitter culmine dans ce tweet : « *Jusqu'ou est tombé Obama pour mettre mon téléphone sur écoute durant l'élection. C'est le Watergate de Nixon. Pauvre type (ou espèce de malade) !* » Donald Trump entendrait-il déjà les prémices de la tempête arriver à ses oreilles ou pour quelle raison laisserait-il de nouveau libre cours à son fauve enchaîné ? Enfin, Trump se réfère aux accusations publiées la veille, dans un magazine en ligne de droite radicale « Breitbart ». Stratège en chef de Trump à la Maison Blanche, auparavant rédacteur en chef chez « Breitbart », Stephen Bannon tente de s'emparer du pouvoir. Et plus il excite Trump, plus vite se terminera son mandat de Président des États-Unis. Et le fauve e Le taux de participation aux élections présidentielles américaines de 2016 était de 58,9 %. Ce qui signifie que moins de 30 pour cent des citoyens américains qui ont

voté n'ont pas choisi Donald Trump. Les chances paraissent donc bonnes pour que le lancement d'une procédure de destitution à la Chambre des représentants et une approbation pour Impeachment au Sénat soient portées par une large majorité de la population américaine. Donald Trump se charge très bien lui-même pour que les raisons d'une destitution soient suffisantes. Et le vent tourne de plus en plus malgré les manœuvres de diversion et les tentatives d'éclat de plus en plus vaines. Aux accusations d'écoute illicite sur Twitter contre Barack Obama, le Directeur du FBI, James Comey déclarait le 20 mars 2017, devant la Commission des services secrets de la Chambre des représentants : « *Je n'ai aucune information qui va dans le sens de ces tweets* ». En même temps, il soulignait que son autorité recherchait à savoir s'il y avait eu des rendez-vous entre l'équipe de campagne de Trump et Le Kremlin. Trump et ses complices mettent en danger la sécurité nationale des États-Unis, ainsi que la sécurité internationale. Même les représentants radicaux dans le parti républicain devront être convaincus de voter une destitution, avant qu'une bombe à retardement n'éclate. Surtout qu'on ne doit pas s'attendre à une démission de sa part pour éviter une destitution tant son arrogance et son orgueil sont démesurés.

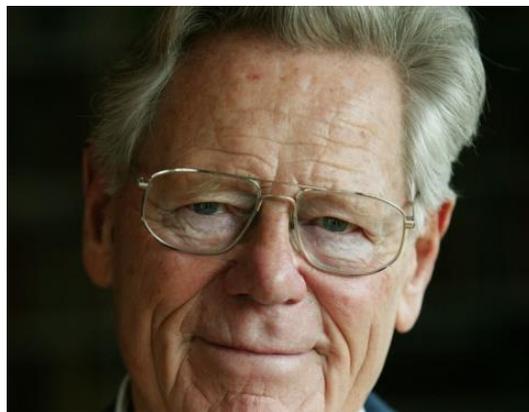
Les scientifiques traitant de l'évaluation du risque sur le plan mondial et qui gardent l'œil sur la Doomsday Clock (dont 17 prix Nobel), sont arrivés le 26 janvier 2017 à la conclusion : « *La probabilité d'une catastrophe mondiale est très élevée* ». Les dirigeants politiques doivent agir immédiatement « *pour éviter l'abîme au monde* ». **Autrement, la société doit se démarquer et montrer la voie**



Nous ne devons pas attendre que Donald Trump nous prive de lumière !

Hans Küng disait :

« D'innombrables personnes de toutes les régions et religions s'efforcent à notre époque à une vie d'honnêteté et de sincérité. Et pourtant, il y a dans le monde d'aujourd'hui une somme de mensonges, d'impostures et d'hypocrisies, d'idéologies et de démagogues. Les politiciens et les hommes d'affaires en font aussi partie et utilisent le mensonge comme moyen politique et outil de leur réussite. Nous entendons pourtant, depuis les grandes traditions religieuses et éthiques séculaires de l'humanité le même commandement : tu ne dois pas mentir ! Ou plus positivement : Parle et agis sincèrement ! Reconsidérons les conséquences de ce commandement séculaire : aucun homme et aucune institution, aucun État et aucune Église ou communauté religieuse n'a le droit de mentir aux personnes. Ceci s'applique notamment aux politiciens et aux partis politiques, s'ils mentent à la population, s'ils se rendent coupables de manipulation de la vérité de corruption ou d'une politique impitoyable du plus fort à l'intérieur comme à l'extérieur, ils jouent leur crédibilité et perdront leurs positions et leurs électeurs. À l'inverse, l'opinion publique devrait soutenir ces politiciens qui osent dire la vérité à tout moment ».



Abraham Lincoln disait :

« *'Tout a une fin'. Comme cette phrase est loin d'être univoque ! Elle nous ramène à la réalité à nos heures les plus glorieuses, et nous réconforte face à la douleur et au chagrin.*

'Tout a une fin'. »



Abe, comme l'appellent encore aujourd'hui affectueusement ses partisans, conservera le titre de droit d'*Homo progressivus*. Et Donald Trump échouera sans métamorphose, en tant qu'*Homo sapiens* !

Tribune de Udo van Kampen,
correspondant ZDF de 1995 à 2015
Rapporté de New York et Bruxelles

Udo van Kampen disait :

« L'UE ne doit pas perdre son optimisme. On parle trop de crises et trop peu des réalisations et des chances d'une Europe unie. Que la Grande-Bretagne ait « divorcé », je n'en suis pas véritablement heureux. Cependant, l'UE continuera d'exister même sans les Britanniques. L'Autriche avec son Président fédéral du parti vert et les résultats des élections aux Pays-Bas ont acté un ralentissement significatif du populisme de droite. Actuellement c'est le tour de la France, où Marine Le Pen va probablement gagner le premier tour du scrutin contre Macron. La France que je connais particulièrement bien est malheureusement très divisée. Mais je reste vigilant avec les sondages depuis que je me suis si brutalement trompé avec Trump et le Brexit. Malgré tout, le processus d'unification doit continuer. Je ne voudrais pas appartenir à la génération qui a conduit cette grande construction dans le mur. Nos enfants et petits-enfants ne nous pardonneraient jamais. Je ne vois aucune alternative à une Europe unie, qui doit réunir encore plus étroitement ses forces du point de vue politique et économique y compris une armée européenne sous commandement conjoint. Tant que Donald Trump aura le pouvoir aux États-Unis, l'Amérique ne sera pas la garantie de notre sécurité. Le nouveau président remet tout en question, ce qui a fait le succès des relations transatlantiques depuis des décennies. L'OTAN qu'il a remise en question également est une valeur commune à laquelle il n'attache que peu de valeur. Il serait donc fatal, d'écarter Trump uniquement tel un « idiot ». Qu'un inculte prétentieux ait gagné l'élection était pour moi inimaginable. Mais le milliardaire américain m'avait déjà annoncé dans une interview ZDF en 1999, vouloir devenir président Lorsque j'ai quitté son bureau de la Trump-Tower, j'ai seulement doucement souri devant sa folie des grandeurs. Mais ce fut une réalité amère en 2016 ».



Tribune de Dr. Heribert Prantl,
membre du Comité de rédaction dirigeant
le département de la politique intérieure au Süddeutschen Zeitung

Heribert Pranti disait après l'élection des États-Unis, le 9 novembre 2016 :

« Jusqu'ici, l'adage suivant était de mise pour les populistes : on doit savoir jusqu'où on peut aller.

Il y a également des limites dans ce qui peut être dit pour les populistes. Trump a franchi allègrement ces limites et a réussi. Trump a rompu à plusieurs reprises avec la Constitution des États-Unis et dans sa campagne électorale. Avant même qu'il ait la possibilité en tant que président, de nommer le Conseil constitutionnel, il s'est placé au-dessus de la Constitution. Sa campagne électorale a démontré qu'elle ne signifiait rien pour lui : il se moque des droits des minorités de ne prêter aucune attention à la liberté religieuse. Il a dédaigné les femmes et menacé son opposante politique. Le succès électoral de Trump en fait une figure dominante globale du populisme agressif. Son racisme, son nationalisme, sa xénophobie et son mépris de la Constitution sont provocateurs et contagieux. Le succès qu'a remporté Trump avec ces derniers est une incitation pour les nationalistes et les racistes également en Europe. À cet effet, toute réserve est à outrepasser, toute limite de bienséance est à balayer et les sujets subversifs sont à vendre comme recettes politiques. Trump a énoncé la notion d'ennemi politique dans la démocratie. Il s'agit d'un venin mortel. Avec Trump, il a été démontré que la danse médiatique et numérique mise à l'œuvre dans ses sujets subversifs aident les subversifs au bout du compte, parce que la continuité de sa présence dont il profite l'entoure comme une cuirasse. Les populistes de droite européens ne doivent pas être mis au même banc que les Trumpistes. Mais le mépris et le dédain de l'humanité leur sont communs. C'est une lourde tâche de montrer aux gens qui ont peur de la mondialisation et du changement social que ce poison ne peut qu'empirer la situation et non l'améliorer. Il ne faut pas penser qu'en Allemagne, les Allemands soient moins enclins aux simplifications populistes que les Américains, même si la stabilité politique du pays et l'expérience politique sont mieux prises en compte qu'aux États-Unis. C'est une tâche immense et ardue mais cependant nécessaire de rendre la démocratie sociale puissante et de ce fait de diminuer ce populisme agressif ».

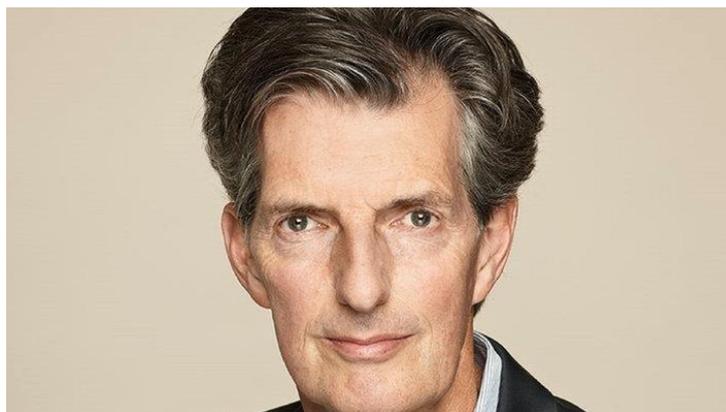


Tribune de Andreas Petzold,
Éditeur de *stern*

Andrea Petzold déclare :

« Trump. Partout Trump. Ici, dans tous les médias, au petit déjeuner, au téléphone avec les amis, sur l'écran du métro, sur tous les smartphones et à toutes les fêtes d'anniversaire, dans les réseaux sociaux. À cause de la stratégie mensongère de la Maison-Blanche, on ne sait plus exactement ce qu'il se passe en réalité. C'est ainsi que Donald Trump veut décider lui-même de ce qui est vrai et de ce qui est faux. On se sent submergé par les vagues d'empirement cycliques, que le Président des États-Unis (on doit se forcer pour l'écrire) et sa meute inorganisée provoquent du Bureau ovale. Ils amoncellent tous les jours tant de monstruosité qu'on n'arrive plus vraiment le soir à faire le tri et encore moins avec l'échelle des conséquences. Embarras, provocations, pannes, conspirations, mensonges, insultes, hostilité, menaces, discriminations. Personne hormis son propre électorat n'est épargné : la presse, les chefs de gouvernement, les pays alliés, son propre parti, les juges, les entreprises avec leurs centaines de milliers d'employés. Donald Trump conduit une guerre contre la réalité. Son champ de bataille va de la salle de presse de la Maison-Blanche à la mer de Chine du Sud. Et les éclats nous assourdissent les oreilles du matin jusqu'au soir. C'est comme dans un film. Mais ce n'est pas Hollywood, c'est Washington. Les mensonges et les contradictions répétées devraient fatiguer les médias et le public et les épuiser à la longue. Ils doivent s'habituer à ce style de gouvernement post-romain dans une guerre d'usure et accepter en fin de compte que le gouvernement décide de ce qui est bien ou mal, de ce qui est juste ou faux. La Maison Blanche telle la cathédrale de la vérité et au beau milieu, un narcissique pathologique, gouverné par ses impulsions, jongle avec le sort de la nation la plus importante du monde, dénué de toute empathie, avide et dévoré par son égo. Cela n'est pas acceptable. Mais Trump ne peut pas être autrement. Il dirige le magasin Amérique comme un directeur général, qui ne laisse personne remettre en question son omnipotence du haut de ses 70 ans. Un regard extérieur sur sa personnalité met en lumière qu'il s'extériorise constamment et sans ménagement. Pas uniquement dans ses tweets, mais aussi dans nombreuses de ses défaillances et citations documentées. Donald Trump n'a manifestement pas conscience qu'avec ses tweets permanents, il pratique l'automutilation de son pouvoir lié à son mandat tutélaire. Aucune controverse ne lui apparaît trop insignifiante. Par des commentaires inflationnistes, des reproches et des annonces, il aiguise l'arme la plus acérée dont un Président américain dispose, le verbe qu'il soit dit ou écrit !

Cet type de communication ne facilitera pas les relations politiques diplomatiques du Président. Les interlocuteurs politiques accordent une grande confiance habituellement au nouveau venu de la Maison-Blanche. On considère que la notion de confiance reste la confiance. Dans le cas de Donald Trump, il se pourrait au contraire que les politiques étrangers se confrontent avec lui avec méfiance. À quoi bon un Bureau ovale à l'abri des écoutes illicites, quand le titulaire de la fonction twitte tous les matins sur ses idées sur le monde ? On ne peut malheureusement qu'attendre jusqu'à ce que Donald Trump et ses acolytes finissent par échouer à cause de leur propre arrogance. La possibilité est grande. Et la leçon à retenir du désastre Donald Trump est ce qu'on connaissait déjà depuis belle lurette : les hommes et les femmes qui mentent notoirement, n'ont rien perdu de leurs positions de responsabilité politique, pas plus dans les démocraties. Car ils privent toutes sociétés, de la possibilité d'un discours raisonnable, parce qu'ils transforment des faits incontestables en contre-vérités. Il devient donc impossible en fin de compte de se déterminer au moyen de faits, au milieu des opinions et assertions divergentes et concurrentes. Nous en sommes arrivés là, à l'heure actuelle. En Europe, les électeurs ont encore la possibilité cette année d'évincer ce sombre monde. Des élections auront lieu en France et en Allemagne en 2017. Si les 500 millions de citoyens du vieux continent sont conscients de leur histoire, s'ils observent combien le big brother de l'autre côté de l'Atlantique se comporte en épouvantail, l'extrémisme nationaliste n'aura aucune chance en Europe ».



Tribune de Evelyn Seibert, journaliste et modératrice,
ARD-Hauptstadtstudio à Berlin

- Un échange de lettres entre Evelyn Seibert et son amie Antoinette Marti, ancienne professeur des écoles, partie profiter de sa retraite à Paris -



Evelyn Seibert écrivait à son amie française Antoinette Marti en avril 2016 :

« Ma chère Antoinette,

Quand je pense à Paris, je pense toujours à toi. Car tu m'as montré l'âme de ta ville natale et ses habitants. Comme nous sommes différentes et comme nous nous sentons proches cependant. Tu as cuisiné pour moi du petit salé aux lentilles sous ton toit loin des clichés des restaurants luxueux et j'ai rarement aussi bien mangé. Tu m'as emmenée loin des boutiques fines et chères sur le marché du 19e, où tout est à moitié prix et où la vie bouillonne. Tu m'as montré la nouvelle mode du pique-nique parisien, au milieu du parc de La Villette ensemble, sur une couverture avec le concierge sorti de sa loge et quelques voisins. Tu m'as emmenée sentir l'ambiance de 500 petits théâtres et autant d'expositions et j'ai pu constater que les Français consomment la culture aussi banalement et naturellement que la nourriture. Tu as réfuté le cliché habituel du Parisien totalement arrogant. Tu parles à tout le monde et voilà tout le monde qui te parle à son tour. Surtout sur la politique. Cela aussi je l'ai appris de toi : combien les Français sont politisés. Des millions regardent les grands débats télévisés, s'y attellent durant plusieurs heures et le lendemain en discutent avec leur boulanger. Tu as l'esprit critique et sensé derrière La Libération que tu lis tous les matins au Café de Montmartre. Nous nous sommes expliquées mutuellement sur la politique allemande et française. Les spécificités, les préjugés, les fausses et les vraies images que nous nous faisons les uns les autres en tant que nation et peuple. Sur ce fait, nous avons appris comme c'est bon d'être différents et malgré tout d'avoir le sentiment de nous comprendre mutuellement totalement. Nous rions des mêmes choses, nous médisons à cœur joie sur les Allemands et les Français et nous affligeons sur les mêmes dérives. Peu importe que tu sois née en France ou en Allemagne. Et quand tu m'as dit : « c'est bien que tu ne manges pas de dessert, tu serais trop grosse », je me suis alors sentie pour la première fois comme une Française, car il n'y a vraiment que les bonnes amies françaises entre elles pour se dire de telles choses. Tu as un grand cœur, chère Antoinette et je pense que ce serait terrible si des politiciens venaient empoisonner notre formation de cœur européenne.

Ne me quitte pas ...

Ton amie Evi »

Antoinette Marti répondit à son amie allemande Evelyn Seibert en avril 2016 :

« Ma chère amie,

Ne me quitte pas, parce que notre amitié est faite de tant de souvenirs merveilleux. Je me souviens comment nous nous sommes rencontrées, en Allemagne. Tu m'avais invitée, moi l'étrangère, à Cologne. Ce fut un accueil si chaleureux et spontané, que m'avait préparé une Allemande inconnue. Tu as fait en sorte que je me sente bien en Allemagne. Je me souviens comment notre amitié franco-allemande a grandi à partir de cette rencontre. Je me souviens de tes tenues allemandes pratiques : pantalons, chemisier, bottes, sac à dos. Je me souviens comment tu t'es installée à Paris en tant que correspondante. Combien tu prends ton travail au sérieux, combien tu t'y impliqués, combien tu es curieuse de tout, et malgré ton calendrier chargé, comment tu trouves toujours du temps pour moi. Je me souviens comment nous avons vécu ensemble dans ma ville natale de Paris, de nos innombrables visites d'expositions, de nos virées à pied, à vélo, dans le métro, et combien nous discutons tout le temps ensemble. Je me souviens combien nous avons discuté de la politique de nos deux pays. Qu'Angela Merkel tient elle-même son parapluie et qu'elle mène une vie relativement normale. Que pendant ce temps, notre Président fait porter son parapluie, travaille dans son château sous des lustres dorés, dans le luxe et trouve malgré tout cela normal. Je me souviens de ton fils combien choqué que je grille un feu rouge dans Paris et qui naturellement après quelques temps faisait de même. Je me souviens combien tu as changé de style à Paris. Tu as adopté rapidement uniquement des jupes et des robes et plus de pantalons. Je me souviens que tu es devenue plus spontanée. Au lieu de tout planifier de fond en comble, tu as jeté ton calendrier par la fenêtre en riant et tu es venue avec moi spontanément au théâtre à Paris. Je me souviens quand tu es repartie t'installer en Allemagne et m'as invitée à Berlin. Comme je me suis réjouie que les Berlinoises oblitèrent sagement leurs billets, bien qu'il n'y ait pas de tourniquet comme dans le métro parisien. Je garderai toujours à l'esprit qu'aucun mur ne peut mettre en péril notre amitié franco-allemande. Je garderai toujours à l'esprit que nous nous souviendrons dans 20 ans des plus belles choses que nous avons faites ensemble. Et que nous raconterons notre amitié à nos petits-enfants et arrière-petits-enfants pour qu'ils la poursuivent. Restons ensemble en Europe, ne me quitte pas, ton amie Antoinette ».

Tribune de Friedhelm Hufen, Professeur à l'Université Gutenberg de
Mayence (Allemagne) et Jean-Philippe, Professeur Derosier de droit
public à l'Université Lille (France)

- Un échange de lettres entre Friedhelm Hufen
et son collègue Jean-Philippe Derosier -

Friedhelm Hufen écrit à son collègue français Jean-Philippe Derosier:

„Cher collègue,

Il y a 60 ans, les traités de Rome marquaient le début de l'intégration européenne. À peu près à la même époque, j'étais sur la Marktplatz de Bonn et j'écoutais, debout et fier, la déclaration du Général de Gaulle : « Es lebe die deutsch-französische Freundschaft! ». Cette pensée constitua un moment fort de ma vie. Pendant mes études, à Freiburg, nous n'étions pas loin de l'Alsace. Malgré tout, nous devons encore traverser une frontière et veiller, auparavant, à changer les Deutschen Marken allemands en Francs français. Le droit européen et le droit comparé franco-allemand n'étaient, pendant mes études, que des matières balbutiantes, marginalement proposées. Quelle évolution ont connu, depuis, l'unification européenne et l'amitié franco-allemande! Aujourd'hui, tous les citoyens européens bénéficient de la liberté de circulation et d'autres libertés fondamentales, sur un territoire étendu. Les droits fondamentaux sont garantis au-delà du niveau national par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme. Dans le cadre du marché commun européen, on ne profite pas seulement d'une immense multiplicité de l'offre, mais aussi d'un renforcement croissant de la protection des consommateurs. Le droit de l'Union européenne est désormais un ordre juridique omniprésent, qui n'est pas seulement familier pour tous les étudiants, mais qui est aussi continuellement perfectionné par des européenistes tels que vous. Nous payons dans la même monnaie et ne nous rendons plus compte de traverser les frontières. Nous n'aurions certainement jamais pensé à tout cela il y a 60 ans. On peut à peine croire que l'on parle aujourd'hui davantage de crises que de succès, à propos de l'Europe. Des nationalistes bornés et autres démagogues aimeraient en revenir à l'Europe du XIX^{ème} siècle. Ne savent-ils donc pas ce qui est en jeu ? L'Europe n'est pas imaginable sans la France. N'acceptons pas d'en arriver là. Il est également du devoir des juristes, qu'ils soient scientifiques, praticiens ou professeurs d'université, d'alerter contre ce résultat et de contribuer à l'éviter. Il nous faut insister sur la diversité et non l'écarter, en envisageant non pas un renforcement de la bureaucratie mais de la flexibilité, à travers un rapprochement des citoyens. Contribuons ensemble à ce que les écoles et les universités, en Allemagne et en France, demeurent le noyau vivant d'une Union européenne qui se développe toujours davantage, afin que tout ce qui a été réalisé au cours des 60 dernières années ne soit pas en danger.

Votre fidèlement dévoué, Prof. Dr. Friedhelm Hufen, Avril 2017“

Jean-Philippe Derosier répond à son collègue allemand Friedhelm Hufen:

„Cher collègue,

Votre lettre m’a fait revivre avec émotion des souvenirs familiaux, notamment les discussions que j’avais avec ma grand-mère. Sa vie fut une certaine histoire de l’intégration européenne.

Née à Hambourg en 1915 pendant la Première Guerre mondiale, elle était adolescente pendant la crise de 1929 et toute jeune adulte lors de l’arrivée de Hitler au pouvoir. C’est à Berlin qu’elle vécut la Seconde Guerre mondiale et donna la vie à deux filles, en 1941 et 1942. La seconde naquit en pleine nuit, pendant un bombardement, dans une cave. Elle devait être ma propre mère. Pour fuir l’arrivée de l’Armée rouge qui menaçait la ville, avec ses deux filles, elle partit en 1944 et traversa le pays à pied, afin de rejoindre la Suisse.

Même si je ne l’ai pas vécue moi-même, cette période sonnait comme un souvenir très fort de mon enfance et je sais à quel point la guerre, la xénophobie, la violation des droits humains, la partition d’un pays peuvent coûter cher à l’Humanité. Je sais ô combien les alliances plutôt que les divisions, les coopérations plutôt que les confrontations, les garanties plutôt que les violations des droits sont fondamentales pour que perdure la paix et vive la démocratie. Si vous vous souvenez de ce que vous faisiez ce 4 septembre 1962, moi-même, je me rappelle précisément ce soir du 9 novembre 1989, où, devant notre vieux poste de télévision, nous regardions, abasourdis mais heureux, ces hommes et ces femmes de tous les âges défiant les sentinelles, marchant vers le mur de Berlin, passant de l’Est à l’Ouest, retrouvant enfin leurs amis et leur famille. Aujourd’hui, l’Europe est plus qu’une réalité, elle est une unité.

Grâce à l’Union européenne, nous pouvons circuler sur tout son territoire et aller étudier dans tous ses pays. Grâce au Conseil de l’Europe, nos droits fondamentaux sont reconnus et préservés. Grâce à la Cour de justice, les principes constitutionnels des États se complètent et se renforcent. Tout cela n’aurait pas eu lieu sans la volonté franco-allemande d’oublier le temps des rivalités anciennes et de s’ouvrir sur le temps d’une amitié pérenne. Du traité de Paris au traité de l’Élysée, des traités de Rome aux traités de Maastricht et de Lisbonne, la coopération entre l’Allemagne et la France a toujours constitué un moteur et un repère essentiels de la construction européenne. L’Europe fait partie de nos vies et la relation franco-allemande fait partie de la sienne. Il n’est pas question, aujourd’hui, de détruire l’une pour anéantir l’autre : le risque est trop grand de revivre les heures les plus sombres de notre histoire. Au contraire, l’Allemagne et la France doivent continuer à marcher main dans la main, comme le firent Helmut Kohl et François Mitterrand le 22 septembre 1984 à Verdun,

pour avancer vers le renforcement de l'Europe : elle peut encore gagner en démocratie, en lisibilité, en effectivité. Notre histoire nous a enseigné ce que les ruptures pouvaient avoir comme conséquence. À nous, professeurs et scientifiques, d'enseigner ce que le partenariat, la coopération et l'amitié permettent de construire.

Votre amicalement dévoué, Jean-Philippe Derosier, Avril 2017"



Tribune de Andreas Ross,
au poste de rédacteur du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*
à Washington, D.C. sur le grill des événements

Andreas Ross écrivait dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 5 mars 2017 :

« Le monde est en train de se faire submerger par quelques « despotes du cœur ». Nous allons tout d'abord ici décortiquer : derrière la multi-facétie de Trump « **Y'a t-il aussi une politique derrière la multi-facétie de Trump ?** » Donald Trump n'en a pas encore fini avec la campagne électorale. Tous les matins, il babille sur Twitter sur une nouvelle querelle. Que surgissent des questions sur les rapports avec le Kremlin, le Président en fait des « fake news répandues par les démocrates ». Ou bien il demande à une salle remplie de journalistes : « Quelqu'un croit-il sérieusement que Hillary Clinton soit potentiellement plus dure avec la Russie que Donald Trump ? ». Lorsque Trump fut interrogé sur les attaques antisémites en Amérique, lors de la visite du Premier ministre israélien, il répondit avec un hymne à sa victoire écrasante sur Clinton et décrivait « l'énorme enthousiasme, là dehors » comme lui étant adressé, à lui, Donald Trump. Devant les gouverneurs républicains et démocrates des cinquante États, il suggérait en début de semaine de manière ludique de laisser s'effondrer simplement le marché de l'assurance maladie, « puisque nous ne pouvons qu'en blâmer le seul démocrate et Président, Obama ».

Le Président ne poursuit pas seulement avec verve la campagne qu'il a commencée il y a plus de vingt mois. Il continue sa vie. Depuis des décennies, Trump a annoncé et décidé que seule aucune presse ne serait plus insupportable qu'une mauvaise presse. Le Trump qui aujourd'hui s'énerve sur des coups de poignard vraisemblablement inventés par des informateurs fictifs, est le même qui autrefois sous un faux nom décrivait au téléphone à la presse à sensation des détails torrides pour donner un aspect encore plus dramatique à son divorce. À cette époque, Trump se vantait dans « Playboy » : « Trump fait le show et toutes les représentations font salle comble. Je prends du plaisir, je continuerai à prendre du plaisir et je crois que cela plaît aux gens ». Son horizon semblait s'étendre uniquement jusqu'au journal du lendemain matin.

Facebook et Twitter ne lui ont pas appris à penser sur le long terme. Ce qui compte pour Trump c'est ici et maintenant. Il transpire de chacune de ses accusations en contradiction avec ses paroles antérieures. « Dans le show Trump », son biographe Marc Fisher écrivait récemment dans le « Washington Post », ce qui c'est passé hier, la semaine dernière ou il y a dix ans est toujours exclu de ce que fait maintenant le maître de cérémonie. Tous les yeux sont sur lui et doivent le rester. « L'autre perspective, à savoir que Trump pourrait encore adapter sa représentation de la dignité et de la charge de sa fonction, se révèle bien naïve. Il n'a pratiquement jamais cessé d'agir comme le régisseur du show Trump : au sommet de sa chance

en amour, dans les profondeurs de ses crises conjugales, dans ses faillites, dans sa campagne électorale, après le coup de chapeau de l'Establishment sur la convention du Parti Républicain, dans la phase de transition entre le triomphe de l'élection et sa prise de fonction. Et à la Maison-Blanche.

On peut supposer que le Président croit néanmoins en ce qu'il a proclamé un jour : qu'il se sent engagé « avec chaque fibre du peuple américain » mais apparemment, seuls comptent les électeurs de Trump. Il ne se révèle pas attaché à la tâche difficile d'améliorer les perspectives d'évolution de ces Américains qui ont peur face aux bouleversements technologiques. Le Président se contente des applaudissements qu'il obtient à moindre coût : il louvoie grossièrement avec les migrants, les minorités et leurs défenseurs dans le « marécage » de Washington.

Beaucoup ont conseillé à Trump l'année dernière de se modérer. Mais il a gagné à sa façon. L'essentiel de sa vie en tant que vendeur de la marque « Trump » se résume à : « L'audace triomphe ». Cela semble confirmer la coalition étonnamment large des républicains, qui peuvent se sentir confus ou même en colère, mais pour l'instant de l'extérieur, les rangs sont formés derrière Trump. Dans le parti, il ne s'élève plus beaucoup d'opposition ouverte contre le nationalisme, le protectionnisme et le chauvinisme que le Président, il y a quelques jours a encouragés au Congrès. Le soulagement se lisait plutôt sur les visages des représentants républicains et des sénateurs que Trump au besoin puisse lire un discours empreint de pathétique sans conseiller par des détours grotesques.

Pendant la campagne électorale, Hillary Clinton avait uni les conservateurs derrière Trump. Parce que la démocrate a perdu maintenant sa dimension effrayante, Trump dépeint les médias pour l'instant comme son nouvel ennemi. Certes, pour beaucoup de membres du congrès, le Président va trop loin dans sa « guerre » contre ce « parti d'opposition ». Mais une certaine satisfaction due à l'audace avec laquelle Trump balaie la presse essentiellement gauche libérale en la qualifiant de « fake news », leur fait considérer la droite comme ciment. Le Président a ressassé avec succès à cette moitié d'Amérique de droite qu'il a continuellement rempli ses promesses alors que pour ses prédécesseurs ce n'était que de vaines paroles.

Une transformation peut être imminente en effet aux États-Unis si les acteurs qui la portent arrivent à rallier Trump à leur cause. Mais jusqu'ici, ce n'est que le fruit d'une autorité compulsive. L'annonce, de lever des fonds dans les budgets pour la protection de l'environnement, l'aide au développement et autre programme de plus de cinquante milliards de dollars pour l'équipement militaire tient pour l'instant plus des paroles en l'air que d'un programme. Personne ne sait ce que signifie vraiment que l'Iran ait été « officiellement mise en garde ». Par rapport à ses fanfaronnades, la substance intrinsèque de Trump semble bien mince au bout de quarante jours. Il a stoppé plusieurs projets d'Obama avant qu'ils ne soient réalisés. Il n'y aura donc pas de libre-échange trans-pacifique au sens de l'accord TPP, ce que le stratège en chef de Trump qualifie de « point tournant de la nouvelle histoire américaine ». Les directives pour la protection de l'eau n'entreront pas non plus en vigueur. Pour ce faire, Trump a ouvert la porte sur deux oléoducs controversés. Les écoles n'ont rien à craindre du gouvernement fédéral si elles refusent le libre choix des toilettes aux étudiants transsexuels. Trump a également décrété que pour chaque règlement nouveau, deux anciens devront être supprimés. Il a nommé un juge conservateur pour le poste vacant à la Cour suprême, mais on ne sait pas encore si le Sénat l'a approuvé. Il a écrit sans gêne aucune chacune des annonces d'investissement des entreprises sur leurs propres drapeaux pour se faire valoir comme faiseur de pluie sur le marché du travail. Même s'agissant de la politique d'immigration, le virage est moins fort que la peur qu'elle a soulevée parmi les migrants. Le nombre d'expulsions ne devrait donc augmenter de manière significative que si le Congrès approuve le montant du budget pour des dizaines de milliers de nouveaux agents et des centres de détention. Le mur frontalier reste abstrait tant que le financement n'est pas accordé ; seule l'indignation est réelle à Mexico dont le Président se trouve puni de sa propension au dialogue. En essayant de faire oublier le « blocus musulman » promis par les interdictions des vols et des habitants de sept États, l'équipe Trump trébuche. Les tribunaux payent le premier décret du chaos. Le nouveau projet, certes, respire toujours le démon de la discrimination en voulant encore de la discrimination, mais il paraît plus favorable en comparaison. La stratégie dans la lutte contre « l'État islamique » donnée comme mission obligatoire à son ministre de la Défense doit être revu, compte Trump dans ses succès : il a personnellement donné l'ordre finalement ».

Donald Trump est la voie, Donald Trump est l'objectif mais Donald Trump n'est pas un leader. Le Président se plaint presque tous les jours de « l'Obamacare » et promet l'or du ciel et les anges de

la santé aux patients américains. Il ne prend pas la peine cependant de prêter serment au Congrès sur une réforme particulière de la réforme. « Personne n'aurait pu le deviner », se lamente Trump devant des gouverneurs chevronnés, « comme la santé est complexe ». Même sur les questions globales, il ne souhaite pas ouvrir la voie. Il ne veut pas prétendre qu'Israël et les Palestiniens ne peuvent trouver la paix qu'en se considérant comme voisins souverains. Un État, deux États – « je veux ce qu'ils veulent », annonçait Trump. Tout comme il se comporte envers l'Europe. Ce serait merveilleux uniquement si les Européens l'envisageaient de cette façon. « S'ils sont satisfaits, alors je suis pour ». Trump reste obstinément sur sa position que « le supplice fonctionne ». Mais comme son ministre de la Défense le pense en avançant dans la cellule des écoutes avec un paquet de cigarettes et quelques bières, il en a aussi le droit. Bien sûr, Trump n'est pas toujours aussi flexible. Que son nouveau conseiller sur la sécurité H. R. McMaster enseignait à la Maison Blanche, comme Obama auparavant, que l'assimilation de l'Islam au djihadisme était contreproductive a stimulé Trump encore plus apparemment à déclarer la guerre contre « le terrorisme islamique radical ».

Le lieutenant-général McMaster, qui seulement après trois semaines et trois jours suivait le célèbre Michael Flynn n'est pas le seul qui cherche à comprendre comment on poursuit au mieux un objectif dans les coulisses du show Trump. À côté de McMaster, les deux généraux à la retraite James Mattis et John Kelly à la tête des ministères de l'Intérieur et de la Défense ainsi que le vice-Président Mike Pence recherchent au niveau international à capturer les poussières que Trump a soulevées. Le ministre des Affaires étrangères Rex Tillerson est largement considéré comme représentatif d'une politique étrangère plus traditionnelle, républicaine et robuste. Mais c'est bien plus difficile pour le manager pétrolier que pour Mattis et Kelly. Il ne trouve aucun dirigeant expérimenté dans la classe des diplomates Trumpo-sceptiques et il doit prévoir plusieurs milliards pour pouvoir équiper les « généraux ». Il est clair dans l'équipe de politique étrangère qu'ils doivent toujours attiser le feu que le commandant en chef a allumé spontanément. Pence, Mattis et Tillerson sont connus pour leur alliance en Europe. Mattis s'est opposé à Trump en Irak et a assuré que personne ne voulait enlever son pétrole au pays. Kelly a rapporté et salué les mots du Président au Mexique, à savoir qu'il n'y aura aucune expulsion massive et certainement pas militaire. En guise de consolation, les politiques en matière étrangère ont agité l'espoir que l'imprévisibilité puisse leur donner une marge de manœuvre. De Moscou, le Président Poutine regrette l'époque où il pouvait prédire la réaction de Washington.

Tout désir d'une continuité de politique étrangère est contrecarré par la clique de conseillers œuvrant autour de Steve Bannon. Même cet ancien officier de marine, fonctionnaire du Pentagone, banquier d'affaires, admirateur de Reagan, producteur d'Hollywood, propagandiste du Tea-Party, détracteur du Wall-Street, ennemi de l'Islam et publiciste sur la toile ne s'est pas défait depuis des décennies, au cours de sa vie d'une idéologie bien arrêtée. Dans sa jeune incarnation, le stratège en chef agressif de Trump prêtait attention à ce que l'Amérique renonce à la « mondialisation ». D'après sa définition, il existe la conviction au cœur de la Maison Blanche que « nous ne sommes pas seulement une économie prenant place sur n'importe quel marché extensif, mais aussi une nation avec une culture et avec une raison d'être ». Dans les premiers jours, Bannon a gagné un siège permanent au Comité principal du Conseil National de sécurité. Il peut y énoncer que l'Islam menace la sécurité nationale. Ou que les projets d'intégration comme ceux de l'UE mettent à mal une vision saine d'un monde fait d'États nationaux souverains, dans lequel la superpuissance de l'Amérique continue à avoir la main sur tout. Apparemment, Trump s'amuse à dire dans le Bureau ovale qu'il ne sait toujours pas si Bannon est de droite ou de gauche. Mais ceci importe également peu au Président.

Bannon a donné comme objectif en politique intérieure « le démantèlement de l'État administratif, car il y trouve avec le cabinet de Trump plus de satisfaction que dans la politique extérieure. La Ministre de l'Éducation Betsy DeVos dirige un changement de paradigme sous la bannière du « libre choix » des écoles publiques aux écoles privées. Cependant, les États fédéraux supportent la part du lion des coûts de formation, ce pourquoi, la milliardaire DeVos ne peut engager de virages engagés, tambour battant. Le Ministre de la Justice Jeff Sessions laissera en paix les administrations étatiques et locales. Il ne souhaite plus montrer du doigt les forces de police, dans la même mesure par Washington lorsque la violence envers les Afro-américains soulèvent des questions. Et Scott Pruitt s'était recommandé lui-même pour la direction de l'Agence de la protection de l'environnement dans laquelle, en tant que Ministre de la Justice de l'État de l'Oklahoma, il intentait un procès contre le dépassement des limites des compétences fédérales. Il souhaite se débarrasser entre autres des directives sur la protection des eaux, exploiter plus de combustibles fossiles et il doit diminuer le budget de l'administration. L'ancien banquier de la Goldman Sachs, Steven Mnuchin devrait à son tour, en tant que ministre des Finances desserrer les vis que la politique économique avait resserrées après le crash de 2008.

La plupart de ces actions enthousiasmeront le cœur des républicains de droite (et les investisseurs boursiers). Aucun des milliers d'opposants de l'État social réunis, adeptes des armes à feu, évangéliques, puristes du Tea-Party, climato-sceptiques et capitalistes pur-sang n'a contredit Trump en février à la « Conservative Political Action Conference », lorsqu'il a déclaré sommairement aux Trumpistes : « Enfin, vous avez un Président ! ». Et pourtant le Président engage des dépenses d'infrastructure massives, fait chanter les groupes ou s'immisce avec un côté paternaliste dans les décisions des entreprises. Son scepticisme sur le libre-échange divise le parti républicain. Par ailleurs, des activistes locaux de gauche battent campagne depuis janvier dans tout le pays pour montrer combien ils ont bien étudié le soulèvement du Tea-Party, ennemi d'Obama. Des douzaines de républicains ont été confrontés dans leur circonscription, à des citoyens en colère. La nervosité n'est pas des deux côtés lorsqu'il s'agit pour l'essentiel du budget de créer rapidement des coupes en faveur des perdants du Pentagone.

Que Trump le veuille ou non : aujourd'hui l'heure est au Congrès. Ce qui fait des dirigeants républicains du Congrès, Paul Ryan et Mitch McConnell des hommes puissants s'ils ne se retrouvent pas impuissants à cause de la nouvelle force centrifuge. Les deux se proclament être fans de Trump, mais cela ne trompe personne hormis eux. Ils ont juste besoin de la faveur du Président pour enfin faire passer un agenda conservateur. Enfin, à Washington, il n'y a jamais eu de majorité républicaine au Congrès sous un Président républicain depuis 2007. Actuellement, s'élève un grand conflit entre les modérés et les extrémistes. Plus Trump s'approprie la ligne de Bannon, plus l'agitation est grande parmi les députés et les sénateurs. La réforme fiscale préconisée par Ryan en tant que « Speaker of the house » ne rencontre déjà que peu d'approbation au Sénat et fait naître le scepticisme à l'encontre de la Maison Blanche. Sur la politique de santé également, le dénominateur commun des républicains se résume à leur aversion envers « l'Obamacare ». Les conservateurs fiscalistes se disputent sur les projets coûteux du mur et tremblent devant un plan de relance à la dimension Trumpiste.

Et comme les questions de fond n'étaient pas encore assez compliquées, la controverse sur l'éclaircissement des contacts possibles entre Trump et Moscou empoisonne encore l'atmosphère. Ryan et McConnell ne doivent absolument pas manquer le moment où ils doivent faire face énergiquement au Président pour défendre la Constitution. Jusqu'ici, ils ont pu voir démonstrativement comment Trump continuait à dépasser les limites de l'audible, avec ses

déclarations sur la présumée fraude électorale, les traites des services de renseignement, les médias anti-populaires et les juges irresponsables.

L'autoritarisme de Trump ne s'invite avec aucune superstructure idéologique. Il pense sans l'argumenter que le Président doit avoir plus de puissance. Pourtant, il a bien plus suggéré le contraire, il y a quelques jours lorsqu'il assurait que le pays se porterait beaucoup mieux si George W. Bush et Barack Obama avait consacré le temps de leur charge à se pavoiser sur la plage. Concernant la séparation des pouvoirs, cela semble surtout le déranger que parfois les gens soient parfois dans un train où Donald Trump n'est pas. Celui qui attire plus d'attention est tout de suite combattu au moyen de tweets, d'entrevues et de manifestations. Selon les lois du divertissement, la fascination du public finira par s'affaiblir. Mais à la Maison-Blanche, le showman peut à tout moment monter la barre plus haute et le monde entier le regarder à nouveau. L'Amérique est confrontée à une voie vers l'inconnu. Seul, Donald Trump y est déjà allé ».

Source : Frankfurter Allgemeine Journal du dimanche du 5 mars 2017.

Article : « Y'a t-il aussi une politique derrière la multi-facétie de Trump ? » Auteur : Andreas Ross.

© Tous droits réservés Frankfurter Allgemeine Zeitung GmbH, Francfort.

Mis à disposition par les archives Frankfurter Allgemeine.



F.A.Z.-Foto / Patrick Slesiona



Neu am Kiosk

A propos de l'auteur : Eckhard Fahlbusch

Eckhard Fahlbusch, Conseiller en énergie et en environnement et écrivain

Né le 7 janvier 1957 à Bad Gandersheim. Ingénieur en mécanique, il conseille depuis plus de 30 ans sur les aspects économique et politique dans la protection de l'environnement. En 2013, il fonda l'entreprise de conseil EFA Batt Consulting et favorisa une révolution holistique énergétique en réseau axée sur l'intérêt public avec les quatre piliers de l'énergie renouvelable, le stockage de l'énergie, la mobilité électrique et l'efficacité énergétique.

L'auteur vit et travaille avec son épouse en harmonie entre nature et technologie dans une atmosphère idyllique dans une ancienne ferme viticole. Les applications énergétiques se vivent ici dans les bâtiments rénovés depuis 2012.

Näheres unter www.efa-batt.de.



Pour plus d'informations www.efa-batt.de. Note de l'auteur : le produit de la vente de cette brochure servira aux fondations et organisations existantes dans sa totalité, à des fins de bienfaisance exclusivement. Quelqu'un m'a dit une fois tu peux être ce que tu souhaites. Alors j'ai décidé de devenir un « *Homo progressivus* ».

Œuvres du même auteur

Eckhard Fahlbusch und Silke Koglin : *Homo Progressivus – Der energische Aufstand*
Oder: Wie sich Planet Erde vom ärgsten Virus befreit, Horrweiler septembre 2016

Eckhard Fahlbusch und Silke Koglin : *Homo progressivus – Der energische Aufstand*
Oder: Wie sich Planet Erde vom ärgsten Virus befreit, Édition actualisée E-Book, Horrweiler
décembre 2016

Eckhard Fahlbusch und Silke Koglin : *Homo progressivus – The Energetic Rebellion*
or: Saving Earth from Its Most Vexing Virus, Horrweiler 2017

Eckhard Fahlbusch : Un livre sur un tournant énergétique holistiquement en réseau :
Batterien als Energiespeicher: Beispiele, Strategien, Lösungen, Berlin 2015